

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 91 (1973)
Heft: 303

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce

Foglio ufficiale svizzero di commercio

No 303 - 3417

Bern, Samstag 29. Dezember 1973
Berne, samedi 29 décembre 1973

Erscheint täglich,
ausgenommen an Sonn- und Feiertagen
Paraît tous les jours,
les dimanches et jours de fêtes exceptés

91. Jahrgang
91^e année

Redaktion: Effingerstr. 3, 3011 Bern ☎ (031) 61 20 00 - Preise: Kalenderjahr Fr. 35.-, halbjährlich Fr. 21.-, Ausland Fr. 45.- jährlich - Inserate: Publicitas ☎ (031) 65 11 11, pro mm 35 Rp., Ausland 40 Rp.
Rédaction: Effingerstr. 3, 3011 Berne ☎ (031) 61 20 00 - Prix: Année civile 35 fr., un semestre 21 fr., étranger 45 fr. par an - Insertions: Publicitas ☎ (031) 65 11 11, le mm 35 cts, étranger 40 cts

No 303 - 29. 12. 1973

Inhalt - Sommaire - Sommario

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. - Faillites et concordats. - Fallimenti e concordati.

Handelsregister (Stiftungen). - Registre du commerce (fondations). - Registro di commercio (fondazioni).

Citrus Exchange Ltd. in Liquidation, Zug.

Beratungs- und Verwaltungsgesellschaft für Chemisch-Technische Betriebe AG (BEVAG), Meggen.

Fabrik- und Handelsmarken. - Marques de fabrique et de commerce. - Marchi di fabbrica e di commercio 267423 - 267474.

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Convention instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE)
- Décision du Conseil No 19/1973.
- Décision du Conseil No 20/1973.
- Décision du Conseil No 21/1973.

Accord créant une association entre les Etats membres de l'Association européenne de libre-échange et la République de Finlande.

Schweizerische Verrechnungsstelle: Ergebnisse des gebundenen Zahlungsverkehrs im November 1973. - Office suisse de compensation: Résultats du service réglementé des paiements en novembre 1973.

Postüberweisungsdienst mit dem Ausland. - Service international des virements postaux.

Postcheckverkehr, Beitritte. - Chèques postaux, adhésions.

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse - Faillites - Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen bis spätestens Dienstag 17 Uhr bzw. Donnerstag 17 Uhr, beim Schweizerischen Handelsamtsblatt, Effingerstr. 3, 3011 Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstr. 3, 3011 Berne, le mardi et le jeudi jusqu'à 17 heures au plus tard.

Ouvertures de faillites

(LP 231, 232; Ord. du Trib. féd. du 23 avril 1920, art. 29 et 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrêtée, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (LP 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date. Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auraient pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexusable. Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Vaud

(2339)

Faillite: Bijoux Mode SA., rue de Lausanne 20, à Renens.

Date du prononcé: 13 décembre 1973.

Délai pour les productions: 18 janvier 1974.

Faillite sommaire, art. 231 LP.

1000 Lausanne, le 27 décembre 1973

Office des faillites
du district de Lausanne

Einstellung des Konkursverfahrens

(SchKG 230)

Kt. Zug

(2340)

Der Konkursrichter des Kantons Zug hat mit Verfügung vom 6. November 1973 den Konkurs über Geisser Toni, 1937, Inhaber der Einzelfirma Toni Geisser, Rotkreuz, von Schwyz, wohnhaft Rischerstrasse 359, 6343 Rotkreuz, eröffnet, das Verfahren jedoch mangels Aktiven mit Verfügung vom 19. Dezember 1973 wieder eingestellt.

Sofern nicht ein Gläubiger innert 10 Tagen seit dieser Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt die Durchführung des Konkurses verlangt und gleichzeitig einen Kostenvorschuss im Betrage von Fr. 1000.- leistet (Nachbezugsrecht vorbehalten), gilt das Verfahren als geschlossen.

6300 Zug, den 21. Dezember 1973

Konkursamt Zug: A. Rosenberg

Suspension de la liquidation

(LP 230)

Ct. de Vaud

(2332)

La faillite ouverte le 13 décembre 1973 contre Berset Albin, représentant, anc. Montelly 77, act. Hôtel des Trois Rois, rue du Simplon 7, à Lausanne, a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue par décision du Juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 8 janvier 1974 la continuation de la liquidation en faisant une avance de frais de fr. 1500.- cette faillite sera clôturée.

1000 Lausanne, le 20 décembre 1973

Office des faillites de Lausanne:
M. Tavel, préposé

Ct. de Vaud

(2321)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre Mme Köhler-Bourquin Marlyse, Hôtel-restaurant La Crémalière La Barboleusaz, 1882 Gryon, actuellement à Lugano, par ordonnance rendue le 6 novembre 1973, par le président du Tribunal d'Aigle a été, ensuite de constatation du défaut d'actif, suspendue le 18 décembre 1973 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 8 janvier 1974 la continuation de la liquidation, en faisant une avance de frais de fr. 2000.-, la faillite sera clôturée.

1880 Bex, le 19 décembre 1973

Office des faillites de Bex:
F. Bigler, préposé

Kollokationsplan - Etat de collocation

(SchKG 249-251) - (LP 249-251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Zürich

(2302¹)

Kollokationsplan und Inventar

Im Konkurs über die Ledermode Carmen Aktiengesellschaft Zürich, Seefeldstrasse 178, Zürich 8, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert 10 Tagen seit Bekanntgabe der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 22. Dezember 1973 durch Klageschrift (im Doppel) beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich anzuhängen. Soweit keine Anfechtung erfolgt, wird der Plan rechtskräftig.

8000 Zürich 8, den 14. Dezember 1973

Konkursamt Riesbach-Zürich
U. Neuschwander
Notar-Stellvertreter

Ct. de Vaud

(2336)

Faillite: Société en nom collectif Muller & Blanc, Auto-Kixxa, fournitures pour automobiles, Bd. de Grancy 44, Lausanne.

Date du dépôt: 29 décembre 1973.

Délai pour interter action en opposition: 8 janvier 1974; sinon l'état de collocation sera considéré comme accepté.

La cession des droits de la masse doit être demandée dans le même délai, (art. 49 et 80 OOF).

1000 Lausanne, le 29 décembre 1973

Office des faillites de Lausanne
Le préposé aux faillites:
M. Tavel

Schluss des Konkursverfahrens - Clôture de la faillite

(SchKG 268) = (LP 268)

Chiusura del fallimento

(LEF 268)

Kt. Zürich

(2334)

Das Konkursverfahren über Frau Rohrer-Villiger Garda, geboren 1930, von Sachseln, früher Frohburgstrasse 108, Zürich 6, zur Zeit unbekanntes Aufenthalts, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 19. Dezember 1973 als geschlossen erklärt worden.

8028 Zürich, den 28. Dezember 1973

Konkursamt Fluntern-Zürich

Kt. Aargau

(2335)

Das konkursamtliche Liquidationsverfahren über Hirt-Leutwyler Karl, geboren 1909, Architekt, von Zetwil, wohnhaft gewesen in Aarau, gestorben am 27. August 1971, ist durch Beschluss des Bezirksgerichtes Aarau vom 19. Dezember 1973 als geschlossen erklärt worden.

5000 Aarau, den 19. Dezember 1973

Konkursamt Aarau

Ct. Ticino

(2333)

La procedura di liquidazione del fallimento di Parola Erminio, confetteria, Via Peri 4, Lugano, è dichiarata chiusa con decreto 10 dicembre 1973 del pretore di Lugano-Città.

6900 Lugano, il 20 dicembre 1973

Ufficio esecuzione e fallimenti
di Lugano, 1^o circ.

Ct. de Vaud

(2341)

Faillit: Burkhalter Jean-Claude, ex-garagiste, St-Prex.
Prononcé du 14 décembre 1973.

1110 Morges, le 21 décembre 1973

Office des faillites, Morges

Liegenschaftsverwertungen im Pfändungs- und Pfandverwertungsverfahren

(SchKG 138, 142; VZG vom 23. April 1920, Art. 29)

Es ergeht hiermit an die Pfandgläubiger und Grundlastberechtigten die Aufforderung, dem unterzeichneten Betreibungsamt binnen der Eingabefrist ihre Ansprüche an dem Grundstück insbesondere auch für Zinsen und Kosten anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin. Innert der Frist nicht angemeldete Ansprüche sind, soweit sie nicht durch die öffentlichen Bücher festgestellt sind, von der Teilnahme am Ergebnis der Verwertung ausgeschlossen.

Innert der gleichen Frist sind auch alle Dienstbarkeiten anzumelden, welche vor 1912 unter dem früheren kantonalen Recht begründet und noch nicht in die öffentlichen Bücher eingetragen worden sind. Soweit sie nicht angemeldet werden, können sie einem gutgläubigen Erwerber des Grundstückes gegenüber nicht mehr geltend gemacht werden, sofern sie nicht nach den Bestimmungen des Zivilgesetzbuches auch ohne Eintragung im Grundbuch dinglich wirksam sind.

Kt. Zürich

(2270¹)

Grundpfandverwertung

Schuldner und Pfand Eigentümer: Siegrist Albert, geboren 1928, von Meisterschwanden, Heizungstechniker, wohnhaft im Glockenacker 42, 8053 Zürich.

Steigerungstag: Freitag, den 1. Februar 1974, 14 Uhr.

Steigerungsort: Hotel Bahnhof, Meilen.

Eingabefrist: 4. Januar 1974.

Auflegung der Steigerungsbedingungen und des Lastenverzeichnisses vom 15. Januar bis 24. Januar 1974.

Grundpfänder

Im Gemeindebann Meilen:

1. Kat. Nr. 8613
Drei Aren 22 m² Wiese, Burgrain;
2. Kat. Nr. 8614
Zwei Aren 70 m² Wiese, Burgrain;
3. Kat. Nr. 8615
Drei Aren 26 m² Wiese, Burgrain;
4. Kat. Nr. 8616
Drei Aren 25 m² Wiese, Burgrain;
5. Kat. Nr. 8617
Drei Aren Wiese, Burgrain;
6. Kat. Nr. 8618
Drei Aren 21 m² Wiese, Burgrain.

Zu den unter Nr. 1-6 erwähnten Liegenschaften gehört: je 1/24 Miteigentum an Kat. Nr. 8594: Dreieckseckige Aren 78 m² Gebäudegrundfläche, Burgrain, mit 80 m² unt. Tankraum Assek. Nr. 2382; 742 m² unt. Autoeinstellhalle Nr. 2302, 168 m² unt. Luftschutzraum Assek. Nr. 2303; Schräglift Assek. Nr. 2304.

Für die Ueberbauung der sechs Parzellen liegt eine Baubewilligung der Baukommission Meilen vor.

Anmerkungen, Vormerkungen und Dienstbarkeiten laut Grundbuch.

Betriebsamtliche Schätzung:

- Obj. Nr. 1: Fr. 155 500.-
Obj. Nr. 2: Fr. 132 000.-
Obj. Nr. 3: Fr. 155 500.-
Obj. Nr. 4: Fr. 155 500.-
Obj. Nr. 5: Fr. 146 000.-
Obj. Nr. 6: Fr. 155 500.-
Total Fr. 900 000.-

Die Verantwortung erfolgt auf Verlangen des Grundpfandgläubigers im 1. bis 5. und 8. Rang.

Der Erwerber hat an der einzigen Steigerung, unmittelbar vor dem Zuschlag, auf Abrechnung an der Kaufsumme, pro Steigerungsobjekt bar zu bezahlen: Fr. 20 000.-.

Im übrigen wird auf die Steigerungsbedingungen verwiesen.

Es wird hiermit ausdrücklich auf die Bundesbeschlüsse betreffend den Grundstückserwerb durch Personen im Ausland sowie auf den Bundesratsbeschluss betreffend Verbot der Anlage ausländischer Gelder in inländischen Grundstücken aufmerksam gemacht.

8706 Meilen, den 15. Dezember 1973

Betriebsamt Meilen:
Frey Haab

Nachlassverträge - Concordats - Concordati

Nachlass-Stundung und Aufruf zur Forderungseingabe

(SchKG 295, 296, 300)

Den nachstehend genannten Schuldnern ist eine Nachlass-Stundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen innert der Eingabefrist beim Sachwalter einzugeben, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Kt. Zürich

(2342)

Schuldner: Stauffer Andreas, Oberwil, 8330 Pfäffikon, vertreten durch Rechtsanwalt Dr. Walter H. Meier, Zürichstrasse 1, 8610 Uster. Datum der Stundungsbewilligung durch das Bezirksgericht Pfäffikon: 27. November 1973.

Dauer der Stundung: 4 Monate (bis zum 27. März 1974). Sachwalter: «INDEP» Treuhand- und Revisions-AG, Waldmannstrasse 10, 8024 Zürich (Sachbearbeiter: Dr. Ernst Keller).

Eingabefrist: Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen, Wert 27. November 1973, unter Bezeichnung allfälliger Pfand- und Vorkaufrechte und unter Beilage der Beweismittel beim Sachwalter bis zum 31. Januar 1974 schriftlich anzumelden.

Gläubigerversammlung und Aktenaufgabe: Das Datum wird später bekannt gegeben.

Das Unternehmen führt seine Tätigkeit normal weiter.

8024 Zürich, den 21. Dezember 1973

Der gerichtlich bestellte
Sachwalter:
«INDEP»
Treuhand- und Revisions-AG

Sursis concordataire et appel aux créanciers

(LP 295, 296, 300)

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Ct. de Vaud (2338)

Débiteur: Metallosa SA, constructions métalliques, Rue du Lac 14, à 1020 Renens.
Date de l'octroi du sursis: le 29 novembre 1973.
Durée du sursis: 4 mois.
Commissaire au sursis: Ernest Pilet, ancien préposé, avenue d'Echalens 31, à 1004 Lausanne.
Délai pour les productions: le 15 janvier 1974, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.
Assemblée des créanciers: le mardi 26 février 1974, à 15 h., dans une salle du Palais de Justice de Montbenon, 1^{er} étage, à Lausanne.
Dépôt des pièces: chez le commissaire dès le 15 février 1974, le matin, sauf le samedi.

1004 Lausanne, le 20 décembre 1973

Le commissaire au sursis:
Ernest Pilet**Prorogation du sursis concordataire**

(LP 295, al. 4)

Ct. de Vaud (2343)

Débiteur: Keller F. S.A., instruments médicaux-dentaires, à 1196 Gland, Route de la Combaz 5.
Par décision du 21 décembre 1973, le président du Tribunal civil du district de Nyon a prolongé de deux mois, soit jusqu'au 10 avril 1974, le sursis concordataire de quatre mois accordé le 10 octobre 1973.
L'assemblée des créanciers est renvoyée au vendredi 15 mars 1974, à 11 h., dans une salle du Château, à Nyon (deuxième étage).
Les pièces seront à la disposition des intéressés (le matin) dès le 1^{er} mars 1974, au bureau du commissaire M. R. Curchod, 85, Route de St-Cergue, à 1260 Nyon.

1260 Nyon, le 21 décembre 1973

Le commissaire au sursis:
R. Curchod

Ct. de Valais (2337)

En séance du 14 décembre 1973, le Juge-instructeur pour le district de Sierre a prolongé de deux mois le sursis concordataire accordé le 4 septembre 1973 à Grosset Paul, peintre, à Vissoie.

3960 Sierre, le 20 décembre 1973

Sursis concordataire Paul Grosset
Le commissaire: Ad. Salamin**Handelsregister****Registre du commerce - Registro di commercio****Stiftungen - Fondazioni - Fondazioni**

Kantone / Cantons / Cantoni:

Zürich, Bern, Luzern, Schwyz, Glarus, Fribourg, Solothurn,
Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Schaffhausen, Appenzel A.-Rh.,
St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Ticino, Vaud, Valais,
Neuchâtel, Genève.

Zürich - Zurich - Zurigo

17. Dezember 1973.

Personalfürsorge für das nicht bei der Coop Personalversicherung (CPV) versicherte Personal der Coop-Mühle Zürich, in Zürich 5 (SHAB Nr. 4 vom 6. 1. 1972, S. 32). Die Unterschrift von Edwin Horlacher ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zwei Otto Schütz, von Bachs, in Zürich, Mitglied des Stiftungsrates.

17. Dezember 1973.

Reformiertes Lebrlings- und Jungmännerhaus, in Zürich 1, Stiftung (SHAB Nr. 4 vom 6. 1. 1968, S. 26). Die Unterschrift von Eugen Hug ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zwei: Albert Zollinger, von Oetwil am See, in Zürich, Präsident des Stiftungsrates.

17. Dezember 1973.

Fürsorgefonds für die Angestellten und Arbeiter der Firma Agence Américaine Zürich AG, Zürich, in Zürich 8, Stiftung (SHAB Nr. 168 vom 21. 7. 1973, S. 2058). Die Unterschrift von Franz Carl Seiz ist erloschen. Auguste Seiz-Hauck führt ihre Kollektivunterschrift nicht mehr als Vizepräsidentin, sondern als Präsidentin des Stiftungsrates; sie und Erhard Ulrich, Mitglied und Protokollführer des Stiftungsrates, zeichnen nun zu zweien.

17. Dezember 1973.

Pax-Stiftung zur Förderung der Personalfürsorge in Gewerbe, Handel und den freien Berufen, in Zürich 4 (SHAB Nr. 98 vom 28. 4. 1973, S. 1192). Die Unterschrift von Ernst Meyer ist erloschen.

17. Dezember 1973.

Stiftung für die Beatenberger Missionswerke, in Zürich 7 (SHAB Nr. 135 vom 13. 6. 1970, S. 1363). Förderung und Unterstützung der Beatenberger Missionswerke zur Verbreitung der Botschaft von Jesus Christus usw. Neu führt Kollektivunterschrift: Robert Bühler, von Bibern SH, in Wallisellen, Mitglied des Stiftungsrates; er zeichnet ausschliesslich mit der Stiftungsratspräsidentin Elsa Eiberle.

17. Dezember 1973.

Personalfürsorge der Architekten-Gemeinschaft Meier & Suterlin, in Bülach (SHAB Nr. 168 vom 21. 7. 1973, S. 2058). Die Unterschrift von Albert Petek ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift Willi Zürcher, von Wolfhalden, in Bülach; er zeichnet ausschliesslich mit Oskar Meier, Vorsitzender des Stiftungsrates.

18. Dezember 1973.

Fürsorgefonds der Dun & Bradstreet A.G., in Zürich 1, Stiftung (SHAB Nr. 276 vom 24. 11. 1973, S. 3132). Fürsorge zugunsten der Arbeitnehmer der Firma «Dun & Bradstreet A.G.», in Zürich usw. Neue Adresse: Weststrasse 70, in Zürich 3 (bei der Dun & Bradstreet A.G.).

18. Dezember 1973.

Frau Prof. Fanny Berta Hess-Attinger-Stiftung, in Winterthur 1 (SHAB Nr. 52 vom 2. 3. 1968, S. 459). Unterstützung von wohltätigen und gemeinnützigen Einrichtungen usw. Die Unterschrift von Dr. Hans Rüegg ist erloschen. Dr. Hans Bachmann führt seine Kollektivunterschrift nicht mehr als Vizepräsident, sondern als Präsident des Stiftungsrates. Neu führt Kollektivunterschrift zu zwei Dr. Hans Wegmann, von Winterthur und Volketswil, in Winterthur, Mitglied des Stiftungsrates.

18. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung der Ernst Göhner Betriebe, in Zürich 7 (SHAB Nr. 76 vom 31. 3. 1973, S. 861). Unterschriften von Oscar Meier, Viktor Kühnlein und Josef Wissmann erloschen. Neu führen Kollektivunterschrift: Dr. Walter Hensel, von Zürich, in Wallisellen, Präsident des Stiftungsrates, Hans Kindler, von Bolligen, in Rüschlikon, Vizepräsident des Stiftungsrates, sowie Hermann Ludwig, von Zürich und Schaffhausen, in Zürich, Paul Göhner, von Zürich, in St. Margret, Hans Mion, von Zürich, in Altstätten, Gaudenz Tschamer, von Feldis, in Zollikon, und Max Jakob Kürsteiner, von Gais, in Marbach SG, Mitglieder des Stiftungsrates. Kollektivunterschrift führen Dr. Walter Hensel, Präsident des Stiftungsrates, und Hans Kindler, Vizepräsident des Stiftungsrates, miteinander oder je einer von ihnen mit Hermann Rudolf Ludwig oder Paul Göhner oder Hans Mion oder Gaudenz Tschamer oder Max Jakob Kürsteiner, Mitglieder des Stiftungsrates.

18. Dezember 1973.

Stiftung Pensionsfonds Kaspar Winkler, in Zürich 9 (SHAB Nr. 205 vom 2. 9. 1967, S. 2928). Stiftungsurkunde vom Bezirksrat Zürich am 2. 11. 1972 und vom Zürcher Regierungsrat am 28. 12. 1972 geändert. Neuer Name der Stiftung: Pensionskasse Sika AG Zürich. Neue Umschreibung des Zwecks: Fürsorge für die Arbeiter und Angestellten der Firma «Sika AG. vorm. Kaspar Winkler & Co.», in Zürich, sowie dieser wirtschaftlich nahestehender Unternehmen, und allenfalls der Hinterbliebenen der Destinatäre, und Schutz dieser Personen gegen die wirtschaftlichen Folgen von unverschuldeter Notlage, Alter, Invalidität, Unfall, Krankheit und Tod. Die Unterschriften von Dr. ing. Fritz Schenker-Winkler, Dr. Romuald Burkard-Schenker, Eugen Bodenmann, Dr. Hans Goetz, Hans Schmid und Mario Oss erloschen. Neu führen Kollektivunterschrift zu zwei: Bruno Wick, von Zuzwil, in Widnau, b. Brengarten, Präsident des Stiftungsrates, Dr. Peter Schobert, von Oberburg, in Küssnacht, Vizepräsident des Stiftungsrates, und Walter Arnold, von Schlierbach und Zürich, in Zürich, Mitglied des Stiftungsrates. Adresse der Stiftung: Tüfenwies 16-22 in Zürich 9 (bei der Sika AG, vorm. Kaspar Winkler & Co.).

18. Dezember 1973.

Albert Bruppacher-Stiftung, in Zürich, Stiftung (Neueintragung). Adresse: Rämistrasse 68 in Zürich 7 (bei Frau Martha Bruppacher). Datum der Stiftungsurkunde: 2. 11. 1973. Zweck: Schaffung oder finanzielle Unterstützung einer Augenbank für Hornhauttransplantationen sowie finanzielle Unterstützung der Forschung auf dem Gebiet der Augenkrankheiten. Organe der Stiftung: Stiftungsrat aus fünf Mitgliedern und Kontrollstelle. Für die Stiftung zeichnen mit Kollektivunterschrift zu zwei: Dr. Rudolf Wimer, von Langendorf, in Zollikon, Präsident des Stiftungsrates, und Dr. Peter Nabolz, von und in Zürich, Mitglied des Stiftungsrates.

Bern - Berne - Berna

Bureau Bern

17. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Sauna-Bau AG, bisher in Biel BE (SHAB Nr. 58 vom 9. 3. 1968, S. 511). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 24. April 1973, genehmigt am 10. Oktober 1973 durch die Justizdirektion des Kantons Bern auf Antrag der Finanzdirektion der Stadt Biel als bisherige und des Gemeinderates der Stadt Bern als neue Aufsichtsbehörde, wurde die Stiftungsurkunde revidiert. Der Sitz der Stiftung befindet sich nun in Bern. Die Stiftung bezweckt: Ausrichtung von Unterstützungen an die Arb. einnehmer, ihre überlebenden Ehegatten sowie an Personen, für deren Unterhalt die Arbeitnehmer aufgenommen sind, im Alter, bei Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst sowie Arbeitslosigkeit und im Falle des Todes von Arbeitnehmern. Die Organe der Stiftung sind: aus mindestens 2 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat und gegebenenfalls die Kontrollstelle. Die Unterschrift von Karl Heiz ist erloschen. Neuer Präsident des Stiftungsrates ist Rolf A. Maier, von und in Bern; er führt Einzelunterschrift. Domizil: Looslistrasse 42 (bei der Stifterfirma).

17. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Metzgerei-Charcuterie Andres Marthaler, in Bern (SHAB Nr. 151 vom 1. 7. 1967, S. 2252). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 21. Dezember 1972, genehmigt am 8. Januar 1973 durch den Gemeinderat der Stadt Bern als Aufsichtsbehörde und am 19. Juni 1973 durch die Justizdirektion des Kantons Bern, wurde die Stiftungsurkunde geändert. Der Name der Stiftung lautet nun Personalfürsorge-Stiftung Marthaler & Steiner. Die Stiftung bezweckt: Vorsorge für die Arbeitnehmer der Firmen «Metzgerei-Charcuterie Andres Marthaler» und «Christian Steiner», beide mit Sitz in Bern, sowie für ihre überlebenden Ehegatten und Personen, für deren Unterhalt die Arbeitnehmer aufgenommen sind, im Alter, bei Krankheit, Unfall und Invalidität sowie im Falle des Todes von Arbeitnehmern. Die Arbeitgeber können im Rahmen der steuerrechtlichen Vorschriften der Fürsorgeeinrichtung angehören. Die Stiftung wird vertreten durch die Mitglieder des Stiftungsrates Andres Marthaler, Präsident (bisher), und Christian Steiner, von Eggwil, in Bern, Sekretär (neu). Die Unterschriften von Elisabeth Marthaler und Dieter W. Lobsiger sind erloschen.

18. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Carl Kyburz AG, in Bern (SHAB Nr. 284 vom 2. 12. 1972, S. 3103). Die Unterschrift von Charles Gotthold Wilhelm Kyburz ist erloschen. Es führen nun Kollektivunterschrift zu zwei: Albert E. Kyburz, Präsident (bisher Vizepräsident); Roland Haari, von Lenk, in Ittigen, Gemeinde Bolligen, Vizepräsident; Kurth Frauchiger, von Eriswil, in Hindelbank, Sekretär-Kassier (neu).

18. Dezember 1973.

Stiftung zur Errichtung einer kirchlichen Heimstätte für ungarische Protestanten in der Region Westschweiz-Bern (Fondation pour l'établissement d'une maison de rencontre protestante pour les Hongrois de la Romandie et de la canton de Berne), in Bern (SHAB Nr. 296 vom 16. 12. 1972, S. 3231). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 6. November 1973 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Der Name der Stiftung lautet nun Stiftung Stätte der Begegnung Bethlen Gabor (Fondation Maison de Rencontre Bethlen Gabor).

Bureau Biel

19. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Auto-Besch, in Biel (SHAB Nr. 285 vom 5. 12. 1970, S. 2771). Jean Calagari ist aus dem Stiftungsrat ausgetreten; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde als Personalvertreterin in den Stiftungsrat gewählt Juliette Gauschi geb. Nikles, von Reinach AG, in Biel. Sie führt Kollektivunterschrift zu zweien.

Bureau Burgdorf

17. Dezember 1973.

Alterssiedlung, in Kirchberg. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 12. 9. 1973 eine Stiftung. Sie bezweckt die Förderung der Altersvorsorge durch Bau und Betrieb einer Alterssiedlung und eines Alters-, Wohn- und Leichtpflegeheimes. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von mindestens 7 Mitgliedern. Es zeichnen kollektiv zu zwei: Ruth Bürgi-Stauffer, von Aarberg, Präsidentin des Stiftungsrates; Hans Bruhin, von Wangen SZ, Vizepräsident, und Frieda Mössinger-Messlerli, von Kirchberg, Sekretärin, alle in Kirchberg. Domizil: Solothurnstrasse 2, c/o Gemeindeverwaltung.

Bureau de Delémont

17. Dezember 1973.

Fondation collective de la Vaudoise Vie en faveur des entreprises jurassiennes, à Delémont (FOSC du 20. 9. 1969, N° 220, p. 2173). Suivant procès-verbal authentique de la séance du conseil de fondation du 14 juin 1972, approuvé par l'autorité de surveillance de la fondation le 15 novembre 1973 et par décision de la Direction de la justice du canton de Berne du 6 décembre 1973, l'acte de fondation a été révisé sur le point suivant: La fondation a pour but la prévoyance en faveur du personnel des entreprises ayant, à cet effet, passé convention avec elle. La prévoyance a pour but l'octroi de prestations: au bénéficiaire dans les cas prévus par l'acte de fondation.

18. Dezember 1973.

Fondation de la Manufacture de boîtes S.A. Delémont, à Delémont (FOSC du 20. 9. 1969, N° 220, p. 2173). André Gobet, secrétaire, a démissionné du conseil de fondation; sa signature est radiée. Francis Tschopp, de Waldenburg, à Vicques, a été nommé secrétaire, avec signature collective à deux.

18. Dezember 1973.

Fonds de prévoyance des employés de la Manufacture de boîtes S.A., Delémont, à Delémont (FOSC du 20. 9. 1969, N° 220, p. 2173). André Gobet, secrétaire, a démissionné du conseil de fondation; sa signature est radiée. Francis Tschopp, de Waldenburg, à Vicques, a été nommé secrétaire, avec signature collective à deux.

Bureau Interlaken

14. Dezember 1973.

«Fürsorge-Stiftung Bibelheim und Bibelschule Beatenberg», in Beatenberg (SHAB Nr. 67 vom 21. 3. 1970, S. 635). Neu in den Stiftungsrat wurde gewählt als Präsident Robert Bühler, von Bibern SH, in Wallisellen ZH. Peter Mayer, von Ermatingen TG, in Beatenberg, bisher Präsident, verbleibt als Mitglied im Stiftungsrat. Der Präsident zeichnet mit einem weiteren Mitglied des Stiftungsrates kollektiv zu zweien.

Bureau Langnau (Bezirk Signau)

14. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma E. Hebling, in Langnau i.E. (SHAB Nr. 116 vom 19. 5. 1962, S. 1487). Gemäss Beschluss des Stiftungsrates vom 10. Dezember 1971, genehmigt am 2. Oktober 1972 durch den Gemeinderat von Langnau als Aufsichtsbehörde und am 1. November 1972 durch die Justizdirektion des Kantons Bern, wurde die Stiftungsurkunde geändert. Der Name der Stiftung lautet nun Personalfürsorge-Stiftung der Firma Multi-Extrakt AG.

Bureau Thun

17. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Erich Friedli AG, in Thun (SHAB Nr. 122 vom 26. 5. 1973, S. 1533). Laut öffentlicher Urkunde vom 8. August 1973, genehmigt durch den Gemeinderat von Thun als Aufsichtsbehörde am 15. Oktober 1973 und durch die Justizdirektion des Kantons Bern am 27. November 1973, wurde die Stiftungsurkunde geändert. Der Zweck der Stiftung wird wie folgt neu umschrieben: Gewährung von Unterstützungen oder Beiträgen an den Arbeitnehmer im Falle von Alter, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst oder Arbeitslosigkeit des Arbeitnehmers selbst; an den Arbeitnehmer im Falle von Krankheit, Unfall oder Invalidität seines Ehegatten, seiner minderjährigen oder erwerbsunfähigen Kinder oder anderer Personen, für deren Unterhalt er sorgt; im Falle des Todes des Arbeitnehmers an den überlebenden Ehegatten sowie an Personen, für deren Unterhalt er im Zeitpunkt des Todes ganz oder zur Hauptsache aufgenommen ist; fehlen diese Begünstigten, so fällt das aus den eigenen Beiträgen des Verstorbenen geäußerte Kapital (ohne Zins) oder der entsprechende Gegenwert an seine Nachkommen, Eltern, Geschwister oder Geschwisterkinder an den Arbeitnehmer für die Schulung oder berufliche Ausbildung seiner Kinder; für den Unterhalt und Betrieb von Wohlfahrtsheimen oder ähnlichen Einrichtungen zugunsten des Personals. Die Stiftung kann solche Einrichtungen auch selbst erwerben oder erstellen. Der Stiftungsrat besteht nun aus mindestens drei Mitgliedern.

18. Dezember 1973.

Hilfsfonds der COOP Thun, in Thun (SHAB Nr. 208 vom 6. 9. 1969, S. 2056). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 16. August 1973, genehmigt durch den Regierungsrat der Thun als Aufsichtsbehörde und durch Beschluss der Justizdirektion des Kantons Bern vom 27. November 1973, ist diese Stiftung aufgelöst. Nachdem ihre Liquidation beendet ist, wird sie im Handelsregister gelöscht.

Bureau Trachselwald

14. Dezember 1973.

Fürsorgefonds der Kentaur A.G. Lützelflüh, in Lützelflüh (SHAB Nr. 136 vom 14. 6. 1969, S. 1375). Joseph Bättig ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden. Seine Unterschrift ist erloschen. Neu im Stiftungsrat ist Christian Nussbaum, von Konolfingen, in Lützelflüh. Die Mitglieder des Stiftungsrates zeichnen kollektiv zu dreien.

14. Dezember 1973.

Fürsorgefonds der Gerstenmühle A.G. Lützelflüh, in Lützelflüh (SHAB Nr. 74 vom 29. 3. 1958, S. 885). Rudolf Bieri ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden. Seine Unterschrift ist erloschen. Neu im Stiftungsrat ist Christian Nussbaum, von Konolfingen, in Lützelflüh. Die Stiftungsratsmitglieder zeichnen kollektiv zu dreien.

18. Dezember 1973.

Fürsorgefonds zu Gunsten des Personals der Firma Wyss & Cie. AG, Strickwarenfabrik, in Huttwil (SHAB Nr. 142 vom 21. 6. 1969, S. 1443). Ernst Wyss ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden. Seine Unterschrift ist erloschen. Neu in den Stiftungsrat wurde gewählt Alfred Lanz, von Eriswil, in Huttwil. Die Stiftungsratsmitglieder zeichnen kollektiv zu zweien.

Luzern - Lucerne - Lucerna

17. Dezember 1973.

Wohlfahrts-Stiftung der Angestellten der Fa. von Vivis & Co. Aktiengesellschaft Luzern, in Luzern (SHAB Nr. 170 vom 24. 7. 1971, S. 1843). Charles B. von Vivis ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neuer Präsident des Stiftungsrates mit Kollektivunterschrift zu zwei ist Edgar Burg-herr, von Schmiedrued, in Hergiswil NW.

Schwyz — Schwytz — Svitto

14. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Hans Koller, Mineralwasser A.G., Brunnen, in Brunnen, Gemeinde Ingenbohl (SHAB Nr. 176 vom 1. 8. 1964, S. 2371). Mit Zustimmung des Gemeinderates Ingenbohl, als Aufsichtsbehörde, vom 17. August 1973 und gemäss öffentlicher Urkunde vom 22. Oktober 1973 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Der Name der Stiftung lautet nun: **Fürsorge-Stiftung der MIVERA Mineralwasser-Vertrieb AG Brunnen**. Die Unterschriften von Hans Koller-Michel, Präsident, und Mimi Koller-Michel, Mitglied des Stiftungsrates, sind erloschen. Die Stiftung wird neu mit Kollektivunterschrift zu zweien vertreten durch Beat Peterhans, von Fislisbach, in Eglistal, Präsident des Stiftungsrates, und durch Alfred Tobler, von Neftenbach, in Brunnen, Gemeinde Ingenbohl, Aktuar und Mitglied.

Glarus — Glaris — Glarona

14. Dezember 1973.

Wohlfahrtsfonds der Firma Bebié A.-G. Linthal, in Linthal. Förderung der Wohlfahrts-Einrichtungen zugunsten der Angestellten und Arbeiter (SHAB Nr. 12 vom 16. 1. 1971, S. 118). Hans Grossmann ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden, seine Unterschrift ist erloschen.

Freiburg — Fribourg — Friburgo

Bureau de Fribourg

17 décembre 1973.

Fonds de prévoyance en faveur du personnel de la maison Eaux Minérales S.A. à Villars-sur-Glâne, à Villars-sur-Glâne (FOSC du 15. 7. 1972, N° 164, p. 1880). Jean Margueron ne fait plus partie du conseil de fondation; sa signature est radiée. Max Rasch, de Bienne, à Yverdon, a été nommé membre du conseil de fondation avec signature collective à deux.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Balsthal

13. Dezember 1973.

Alters- und Pflegeheim Balsthal, in Balsthal. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 8. Dezember 1972 eine Stiftung. Sie bezweckt die Erstellung und den Betrieb eines Alters- und Pflegeheims für die Einwohner aus den Bezirken Balsthal-Thal und Balsthal-Gäu. Organe der Stiftung sind ein Stiftungsrat, bestehend aus 9 bis 13 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Die Stiftung wird vertreten durch Ernst Bruder, von Wolfwil, in Balsthal, Präsident; Arthur Bühlmann, von Rubigen BE, in Oensingen, Vizepräsident, und Walter Nünlist, von Kappel SO, in Balsthal, Aktuar des Stiftungsrates, sowie Alfred Heldstab, von Klosters GR, in Balsthal, Verwalter der Stiftung (dem Stiftungsrat nicht angehörend), alle mit Kollektivunterschrift zu zweien. Domizil der Stiftung: beim Präsidenten Ernst Bruder, in Balsthal.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

13. Dezember 1973.

Fürsorgefond des Personals der Firmen H. F. Gutknecht, in Basel (SHAB Nr. 230 vom 2. 10. 1971, S. 2405). Stiftung infolge Verteilung des restlichen Vermögens an die Destinatäre mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 3. Dezember 1973 aufgehoben. Liquidation beendet. Stiftung im Handelsregister gelöscht.

13. Dezember 1973.

Alters- und Fürsorgekasse der Firma Rodt-Fructus AG, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 134 vom 11. 6. 1966, S. 1905). Unterschriften Dr. Kaspar Kaelin und Heidi Schäfer, beide Stiftungsratsmitglieder, erloschen.

13. Dezember 1973.

Fürsorgefonds der Holfa AG, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 140 vom 20. 6. 1959, S. 1760). Neues Domizil: Missionsstrasse 10 (bei der Stifterfirma).

13. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung der Impoleco Basel, in Basel (SHAB Nr. 141 vom 20. 6. 1970, S. 1423). Stiftung infolge Verteilung des restlichen Vermögens an die Destinatäre mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 26. November 1973 aufgehoben. Liquidation beendet. Stiftung im Handelsregister gelöscht.

13. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Heckendorn & Co. Inh. R. Zippel & H. Brechbühl, in Basel, Mittlere Strasse 5 (bei der Stifterfirma), neue Stiftung. Datum der öffentlichen Urkunde: 22. November 1973. Zweck: Fürsorge für die Arbeitnehmer der Stifterfirma bzw. ihrer Rechtsnachfolgerin sowie deren Angehörige und Hinterbliebene gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Tod und anderweitig unverschuldeter Notlage. Stiftungsrat: 1 oder mehr Mitglieder. Unterschrift zu zweien führen: Dr. Arthur Madörin, von Basel, in Binningen, Präsident; Hans Brechbühl, von Trubschachen, in Basel, und Axel Schneider, von Basel, in Reinach BL, alle Stiftungsratsmitglieder.

13. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung der Basler Berichthaus AG, in Basel, Dufourstrasse 40 (bei der Stifterfirma), neue Stiftung. Datum der öffentlichen Urkunde: 22. November 1973. Zweck: Fürsorge der Arbeitnehmer der Stifterin und deren Angehörigen durch Gewährung von Unterstützungen an die Arbeitnehmer im Falle von Alter, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst, Arbeitslosigkeit oder unverschuldeter Notlage; im Falle des Todes eines Arbeitnehmers an den überlebenden Ehegatten, die Nachkommen oder die Eltern, sowie die zu Lebzeiten des Arbeitnehmers von ihm unterhaltenen Personen. Die Stiftung kann auch an ehemalige Arbeitnehmer der Stifterin und deren Angehörige Unterstützungen im vorgenannten Sinne gewähren. Stiftungsrat: 3 bis 5 Mitglieder. Unterschrift zu zweien führen: Alfred E. Sarasin, von Basel, in Richen, Präsident; Dr. Hans Batschelet, von und in Basel; Dr. Franz Galliker, von Basel, in Oberwil BL, und Dr. Walter Beyeler, von und in Basel, alle Stiftungsratsmitglieder.

13. Dezember 1973.

RST-Stiftung, in Basel (SHAB Nr. 5 vom 7. 1. 1967, S. 67). Unterschrift Dr. Paul Legler, Stiftungsratspräsident, erloschen. Unterschrift zu zweien neu: Eugen D. Merki, von und in Basel, Stiftungsratspräsident, und Dr. Hans Baur, von Beinwil am See, in Wettingen, Stiftungsratsmitglied.

13. Dezember 1973.

Wohlfahrtsfonds der RST Revisions-Steuerberatungs- und Treuhänder AG, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 5 vom 7. 1. 1967, S. 67). Unterschrift Peter Bronner, Stiftungsratsmitglied, erloschen. Unterschrift zu zweien neu: Andreas Merki, von Basel und Würenlingen, in Zürich, und Erich Fiechter, von Dürrenroth, in Basel, beide Stiftungsratsmitglieder.

17. Dezember 1973.

Stiftung der H. Geissberger & Co., in Basel (SHAB Nr. 224 vom 23. 9. 1972, S. 2481). Durch Urkunde vom 27. November 1973 wurde mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 10. Dezember 1973 die Stiftungsurkunde geändert. Name der Stiftung nun: **Personalfürsorge-Stiftung Salathé vormalis Geissberger**. Zweck nun: Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «F. Salathé, dipl. Ing. ETH,

vormalis H. Geissberger & Co.», sowie deren Angehörige, insbesondere zum Schutze gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Tod, Invalidität, Krankheit oder sonstiger Notlage. Stiftungsrat nun: 1 oder mehr Mitglieder. Das Domizil an der Amerbachstrasse 17 befindet sich nun bei F. Salathé, dipl. Ing. ETH, vormalis H. Geissberger & Co.

18. Dezember 1973.

Angestelltenfonds der Firma Schwitzer AG, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 176 vom 29. 7. 1972, S. 2019). Unterschrift Fridolin P. Schwitzer, Stiftungsratsmitglied, erloschen. Unterschrift zu zweien neu: Ernst Vogt, von Allschwil, in Therwil, Stiftungsratsmitglied.

18. Dezember 1973.

Wohlfahrtsfonds der Firma W. Ritz-Wirz AG, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 76 vom 31. 3. 1973, S. 862). Unterschrift Dr. Wilhelm Wirz, Stiftungsratspräsident, erloschen. Dr. Andreas Linn, Stiftungsratsvizepräsident, zeichnet nun als Stiftungsratspräsident zu zweien.

18. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Taxi-Zentrale, in Basel (SHAB Nr. 152 vom 3. 7. 1971, S. 1654). Unterschrift Kad Erb, Stiftungsratsmitglied, erloschen. Unterschrift zu zweien neu: Paul Frommherz, von Wallbach, in Münchenstein, und Bernhard Achermann, von und in Bettingen, beide Stiftungsratsmitglieder.

Basel-Landschaft — Bâle-Campagne — Basilea-Campagna

13. Dezember 1973.

Pensionskasse der Schild A.G., Tuch- und Deckenfabriken Bern und Liestal, in Liestal (SHAB Nr. 72 vom 25. 3. 1972, S. 774). Aus dem Stiftungsrat ist Jakob Auer ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde in den Stiftungsrat mit Kollektivunterschrift zu zweien gewählt: Ernst Forster, von Langrickenbach TG, in Reinach BL.

Sebaffhausen — Schaffhouse — Schaffusa

17. Dezember 1973.

Arbeiter- und Angestelltenfürsorgefonds des Landwirtschaftlichen Genossenschaftsverbandes des Kantons Schaffhausen, in Schaffhausen, Stiftung (SHAB Nr. 223 vom 23. 9. 1967, S. 3170). Hans Reich, Hans Meier-Pletscher und Werner Götz sind aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neu gehören der Stiftungskommission an: als Präsident, Werner Meyer, von und in Schleithelm; als Vizepräsident, Josef Schmid, von und in Ramsen, und als Aktuar, Max Sauter, von Schaffhausen, in Neunkirch. Präsident oder Vizepräsident führen Kollektivunterschrift mit dem Aktuar.

18. Dezember 1973.

Angestellten-Stiftung der Firma Schuhhaus Stiep, in Schaffhausen (SHAB Nr. 229 vom 30. 9. 1961, S. 2844). Karl Stiep senior ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Das bisherige Mitglied, Karl Stiep-Hurni, ist jetzt Präsident und führt weiterhin Einzelunterschrift.

Appenzel A.-Rh. — Appenzel Rh. ext. — Appenzello est.

13. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Lanker-Betriebe, in Speicher (SHAB Nr. 16 vom 20. 1. 1973, S. 186). Ernst Solenthaler ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu in den Stiftungsrat mit Kollektivunterschrift zu zweien wurde gewählt: Werner Schmidheiny, von Balgach, in Gossau SG.

14. Dezember 1973.

Personalfürsorgefonds der Ziegler Papierveredlung AG. Herisau, in Herisau (SHAB Nr. 186 vom 11. 8. 1973, S. 2251). Walter Strobel, Mitglied des Stiftungsrates, ist Bürger von Herisau.

17. Dezember 1973.

Ernst und Carolina Zimmermann-Stiftung, Herisau, in Herisau (SHAB Nr. 42 vom 22. 2. 1964, S. 563/4). Ernst Paul Zimmermann, Präsident, und Dr. med. Werner Merz sind aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neu in den Stiftungsrat mit Kollektivunterschrift zu zweien wurden gewählt: Carolina Zimmermann, von und in Zürich, als Präsidentin, und Dr. med. Rolf Lanz, von Gondiswil, in Herisau. Neues Domizil: Bergstrasse 34.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

12. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Arthur Pfenninger, Inh. W. Eugster, in St. Gallen (SHAB Nr. 24 vom 30. 1. 1971, S. 242). Neues Geschäftsdomizil: bei der Stifterfirma, Oberstrasse 206a.

12. Dezember 1973.

Stiftung Burgruine Wartenstein, in Bad Ragaz. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 27. November 1973 eine Stiftung. Zweck: bei Körperschaften, Unternehmungen und Privatpersonen die erforderlichen Mittel für eine fachgerechte Restaurierung und den notwendigen Unterhalt der Burgruine Wartenstein (Gemeinde Pfäfers) zu sammeln und zu verwalten; für baldige Restaurierung, die unter der Leitung der eidgenössischen und kantonalen Denkmalpflege erfolgt, besorgt zu sein; alles zu tun, was zur dauernden Sicherung der Ruine und ihrer Umgebung sowie zur angemessenen Erleichterung des Besuches dieser historischen Stätte notwendig ist. Einziges Organ der Stiftung ist der Stiftungsrat, bestehend aus mindestens 4 Mitgliedern. Für die Stiftung zeichnen die Stiftungsratsmitglieder Pius Dudler, von Thal SG, in Bad Ragaz, Präsident; Walter Hässig, von Rieden SG, in Bad Ragaz, Vizepräsident; Prof. Dr. Ernst Ehrenzeller, von und in St. Gallen, Aktuar; Heinrich Stamm-Haumann, von Schaffhausen, in St. Gallen, und Franziska Knoll-Heitz, von Frauenfeld, in St. Gallen; alle fünf mit Kollektivunterschrift zu zweien. Geschäftsdomizil: bei «Thermalbäder und Grand-Hotels Bad Ragaz».

13. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Martel & Co. AG., in St. Gallen (SHAB Nr. 100 vom 2. 5. 1964, S. 1388). Gemäss Beschluss des Departementes des Innern des Kantons St. Gallen vom 6. Dezember 1973 wurde die Stiftungsurkunde teilweise geändert. Der Name der Stifterfirma lautet nun: «Martel AG St. Gallen», derjenige der Stiftung **Personal-Stiftung der Martel AG St. Gallen**.

13. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma W. Stöckli, Marmor- u. Granitwerk, in St. Gallen (SHAB Nr. 276 vom 23. 11. 1968, S. 2544). Gemäss Beschluss des Departementes des Innern des Kantons St. Gallen vom 6. Dezember 1973 wurde die Stiftungsurkunde teilweise geändert. Der Name der Stifterfirma lautet nun «Stöckli Marmor- und Granitwerk AG», derjenige der Stiftung **Personalfürsorge-Stiftung der Firma Stöckli Marmor- und Granitwerk AG**.

14. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung Karl Helbling, Textilien, Buchs, in Buchs SG. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 11. Dezember 1973 eine Stiftung. Zweck: Fürsorge für die ständigen Arbeitnehmer der Stifterfirma und deren Hinterbliebene gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Tod, Krankheit, Invalidität sowie sonstigen Notlagen, und für Personen, für die der Arbeitnehmer nachweisbar bis zuletzt gesorgt hat. Organe der Stiftung: Stiftungsrat

von 1 bis 5 Mitgliedern, sowie Kontrollstelle. Für die Stiftung zeichnen: Karl Helbling, von Galgenen SZ, in Buchs SG, einziger Stiftungsratsmitglied, mit Einzelunterschrift; ferner Bruno Koller, von Littau LU, in Buchs SG, mit Kollektivunterschrift zu zweien. Geschäftsdomizil: bei der Stifterfirma, Bahnhofstrasse 30.

14. Dezember 1973.

Fürsorgefond Cotonia, bisher in Basel (SHAB Nr. 176 vom 31. 7. 1971, S. 1899). Gemäss Beschluss des Departementes des Innern des Kantons St. Gallen vom 12. November 1973 wurde die Stiftungsurkunde neu gefasst. Der Sitz der Stiftung wurde nach Oberuzwil SG verlegt. Zweck ist nun: Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma und die Angehörigen bzw. Hinterbliebenen dieser Personen bei Alter, Invalidität, Unfall und Tod des Arbeitnehmers sowie bei besonderer Notlage und für Personen, für die der Arbeitnehmer bis zuletzt gesorgt hat. Die ursprüngliche Stiftungsurkunde datiert vom 15. Dezember 1942 und wurde letztmals geändert am 5. September 1964. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat, bestehend nun aus mindestens 2 Mitgliedern, sowie die Kontrollstelle. Für die Stiftung zeichnen wie bisher die Stiftungsratsmitglieder Jacques Marie Bissio Duplan, französischer Staatsangehöriger, in Paris, Präsident, und Dr. Paul Arthur Boillot, von Le Cermeux-Péquignol, nun in Reinach BL und nun auch Sekretär; beide führen wie bisher Einzelunterschrift. Domizil: bei der Stifterfirma, Fileries Dollfus-Mieg & Cie, Société anonyme à Paris, Zweigniederlassung Oberuzwil, Wiesentalstrasse.

17. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma L. Gantenbein & Co., in Werdenberg. Gemeinde Grabs (SHAB Nr. 81 vom 8. 4. 1967, S. 1199). Gemäss Beschluss des Departementes des Innern als kantonale Aufsichtsbehörde vom 12. November 1973 wurde die Stiftungsurkunde teilweise geändert. Der Name der Stifterfirma lautet nun «L. Gantenbein & Co. AG», derjenige der Stiftung **Personalfürsorge-Stiftung der Firma L. Gantenbein & Co. AG**. Die Unterschrift von Leonhard Gantenbein, Präsident des Stiftungsrates, ist erloschen. Das bisherige Stiftungsratsmitglied Willy Gantenbein ist nun Präsident und führt wie bisher Einzelunterschrift. Neu wurden in den Stiftungsrat gewählt Hansuli Künzler, von St. Margrethen SG, in Grabs, und Josef Bollhalder, von Alt St. Johann, in Buchs SG, beide mit Kollektivunterschrift zu zweien.

18. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Jean Bollhalter AG, in St. Gallen (SHAB Nr. 284 vom 2. 12. 1972, S. 3104). Die Unterschriften der Stiftungsratsmitglieder Bernd-Peter Gallitzki und Karl Rietmann sind erloschen. Neu wurden in den Stiftungsrat gewählt Bernhard von Alberti, deutscher Staatsangehöriger, in Engelburg, Gemeinde Gaiserwald SG, und Hermann Zanettin, von Cumbeles GR, in St. Gallen, beide mit Kollektivunterschrift zu zweien.

19. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Alfred Sulser, in Buchs SG (SHAB Nr. 118 vom 22. 5. 1965, S. 1633). Gemäss Beschluss des Departementes des Innern des Kantons St. Gallen vom 14. Dezember 1973 wurde die Stiftungsurkunde teilweise geändert. Der Name der Stifterfirma lautet nun «Garage Sulser AG», derjenige der Stiftung: **Personalfürsorge-Stiftung der Garage Sulser AG**.

19. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Berechnungsstelle VII des SBV in St. Gallen, in St. Gallen (SHAB Nr. 2 vom 4. 1. 1968, S. 11). Gemäss Beschluss des Departementes des Innern des Kantons St. Gallen vom 14. Dezember 1973 wurde die Stiftungsurkunde teilweise geändert. Der Name der Stifterin lautet nun: «Kreissekretariat 7 des Schweizerischen Buchdruckervereins», derjenige der Stiftung: **Personalfürsorge-Stiftung des Kreissekretariates 7 des SBV**. Geschäftsdomizil: St. Leonhardstrasse 32 bei Kreissekretariat 7 des SBV.

19. Dezember 1973.

Pensionskasse der St. Gallischen Creditanstalt in St. Gallen, in St. Gallen, Stiftung (SHAB Nr. 128 vom 5. 6. 1971, S. 1374). Gemäss Beschluss des Departementes des Innern des Kantons St. Gallen vom 13. September 1973 wurde die Stiftungsurkunde neu gefasst. Der Name der Stiftung lautet nun: **Pensionskasse der St. Gallischen Creditanstalt St. Gallen** und der Zweck: Fürsorge für die Angestellten der Stifterfirma und die Angehörigen bzw. Hinterbliebenen dieser Personen bei Alter, Invalidität und Tod des Arbeitnehmers. Der Stiftungsrat besteht nun aus mindestens drei Mitgliedern. Die übrigen Änderungen betreffen die publizierten Tatsachen nicht. Die Unterschrift von Bruno Hofmann, Mitglied des Stiftungsrates, ist erloschen. Neu wurden in den Stiftungsrat gewählt Konrad Hanimann, von und in Mörschwil; Jean Bruderer, von Speicher AR, in St. Gallen, und Otmar Keller, von Amlikon, in St. Gallen. Das bisherige Stiftungsratsmitglied Dr. Peter Saxer ist nun Vizepräsident. Der Präsident oder Vizepräsident zeichnet kollektiv zu zweien mit einem weiteren Stiftungsratsmitglied.

Graubünden — Grisons — Grigioni

13. Dezember 1973.

European Management Forum, in Chur (SHAB Nr. 110 vom 12. 5. 1973, S. 1381). Dr. Wolfgang Sanwald ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neue Stiftungsräte: Dr. Henri Schwamm, französischer Staatsangehöriger, in Genf, und Dr. John R. Nicholls, britischer Staatsangehöriger, in Genf. Der Präsident zeichnet einzeln; die übrigen Stiftungsräte zeichnen kollektiv zu zweien.

13 dicembre 1973.

Fondazione di previdenza per il personale della Ditta Chr. Kasper, in Poschivao. Nuova fondazione, costituita con atto pubblico di data 16 giugno 1973. Scopo: la previdenza a favore dei dipendenti della Ditta nonché dei loro familiari superstiti, mediante la concessione di indennità in caso di vecchiaia, di morte, di malattia, di invalidità, di servizio militare e di disoccupazione. Il consiglio di fondazione si compone da tre a cinque membri. I destinatari hanno diritto a una rappresentanza nel consiglio di fondazione nella misura dei contributi da loro versati alla Fondazione. Consiglio di fondazione: Romeo Kasper, da Klosters e Pontresina, in Samedan, presidente; Giorgio Pola, da Brusio, in Campocologno, comune di Brusio; Roberto Triacca, da Brusio, in Poschivao, tutti con firma collettiva a due. Domizilio: Grotto.

17. Dezember 1973.

Burehard-Gedächtnis-Stiftung für das Personal der Stiftung Deutsche Heilstätte in Davos und Agra, in Davos (SHAB Nr. 6 vom 8. 1. 1972, S. 56). Richard Schwick ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neuer Stiftungsrat ist Dr. Wulf Schmid, von Oberhelfenschwil SG und Basel, in Binningen BL; er zeichnet kollektiv zu zweien.

Aargau — Argovie — Argovia

14. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Seetal Papier AG., in Seon (SHAB Nr. 24 vom 29. 1. 1972, S. 253). Das Unterschriftenrecht des aus dem Stiftungsrat ausgeschiedenen Präsidenten Fritz Klipstein ist erloschen. Neuer, kollektiv zu zweien zeichnungsberechtigter Präsident ist Bruno Mock-Mathis, von Herisau AR und Zürich, in Maur-Forch ZH. Der Vizepräsident Hans Buff-Schaub wohnt nun in Staufen AG.

14. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma E. Nussbaumer AG, in Bremgarten. Domizil: bei der Stifterin, Fischbacherstrasse 9. Neue Stiftung gemäss Stiftungsurkunde vom 13. November 1973. Zweck: Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma E. Nussbaumer AG, in Bremgarten, sowie ihre Hinterbliebenen durch Gewährung von Unterstützungen bei Alter, Invalidität, Krankheit, Tod und unverschuldeter Notlage. Sie kann als Versicherungsnehmerin auch einen Gruppenversicherungsvertrag zu Gunsten des Personals oder eines Teils desselben abschliessen oder in bestehende Verträge eintreten. Organe der Stiftung: Stiftungsrat von 1 bis 3 Mitgliedern und Kontrollstelle. Präsident des Stiftungsrates mit Einzelunterschrift ist Edmund Nussbaumer-Bossert, von Eggersriet SG, in Berikon-Mutschellen AG.

14. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Valli AG, Strassenbau, in Aarau (SHAB Nr. 8 vom 11. 1. 1969, S. 67). Das Unterschriftenrecht des infolge Todes aus dem Stiftungsrat ausgeschiedenen Mitgliedes Otto Setz ist erloschen. Neues Mitglied ist Paul Camadini-Joho, von Mellikon AG, in Auenstein AG. Die Präsidentin und der Vizepräsident zeichnen kollektiv zu zweien oder je einer von ihnen mit einem weiteren Mitglied des Stiftungsrates.

14. Dezember 1973.

Wohlfahrtsfonds Valli, in Aarau, Stiftung (SHAB Nr. 103 vom 4. 5. 1957, S. 1204). Das Unterschriftenrecht des aus dem Stiftungsrat ausgeschiedenen Präsidenten Karl Valli ist erloschen. Neue Präsidentin ist das bisherige Mitglied Maya Valli; sie führt weiterhin Einzelunterschrift. Neue, einzelnunterschriftsberechtigte Mitglieder sind: Alex Valli, von Aarau, in Schönenwerd SO, und Karl Valli-Frey, von und in Aarau.

14. Dezember 1973.

PAX-Stiftung zur Förderung der Personalfürsorge in Gewerbe, Handel und den freien Berufen, in Aarau (SHAB Nr. 260 vom 6. 11. 1965, S. 3494). Das Unterschriftenrecht des aus dem Stiftungsrat ausgeschiedenen Mitgliedes Ernst Meyer ist erloschen. Als neues, kollektiv zu zweien unterschiftsberechtigtes Mitglied wurde gewählt: Dr. Theodor Felber-Keller, von Sursée LU, in Basel. Das bisherige Mitglied, Protokollführer und Geschäftsführer Erwin Moser, nun in Binningen BL wohnhaft, wurde zum Vizepräsidenten ernannt; er führt weiterhin Kollektivunterschrift zu zweien. Das Mitglied Dr. Felix Stohler, nun auch Bürger von Pratteln BL, wohnt jetzt in Münchenstein BL, und das Mitglied Hugo Kugel in Reinach BL.

14. Dezember 1973.

Gemeinschaftsstiftung der La Suisse, Lebens-Versicherungs-Gesellschaft, Lausanne, zur Förderung der Vorsorge-massnahmen zu Gunsten des Personals von Unternehmungen, in Aarau (SHAB Nr. 230 vom 2. 10. 1971, S. 2405). Kollektivprokura zu zweien wurde erteilt an: Jean-Nicolas Devrient, von und in Bussy-Chardonney VD; Edmond Wolleb, von Lupfig AG, in Morges VD, und Pierre Graf, von Oeschensch BE, in Lully VD.

14. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma W. Hunziker Kirchleerau, in Kirchleerau (SHAB Nr. 6 vom 8. 1. 1972, S. 56). Das Unterschriftenrecht des aus dem Stiftungsrat ausgeschiedenen Mitgliedes Horst Reichelt-Ranf ist erloschen. Neues, kollektiv zu zweien unterschiftsberechtigtes Mitglied ist Werner Wassmer, von Suhr AG, in Aarau.

14. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Franz Gysi A.-G., in Suhr (SHAB Nr. 54 vom 7. 3. 1953, S. 547). Das Unterschriftenrecht der aus dem Stiftungsrat ausgeschiedenen Präsidentin Fanny Gysi-Suter ist erloschen. Neuer Präsident ist der bisherige Vizepräsident François Gysi-Kühny, nun in Küttigen AG wohnhaft; er führt weiterhin Kollektivunterschrift zu zweien. Neues, kollektiv zu zweien zeichnungs-berechtigtes Mitglied ist Reinhard Gysi-Dreier, von und in Suhr.

Thurgau - Thurgovie - Turgovia

17. Dezember 1973.

Wohlfahrtsfonds der Vigogne-Spinnerei Pfy A.G., in Pfy (SHAB Nr. 149 vom 28. 6. 1952, S. 1652). Dr. Emil Schiess-Habisreutinger, Präsident, und Jakob Rechberger, Mitglied, sind infolge Todes aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neu wurden in den Stiftungsrat gewählt: Rolf Schiess, von Trogen AR, in Flawil, als Präsident, und Walter Lüber, von Mogelsberg, in Mülheim, als Mitglied. Der Präsident zeichnet kollektiv mit je einem Mitglied.

17. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung der Vigogne-Spinnerei Pfy A.G., in Pfy (SHAB Nr. 149 vom 28. 6. 1952, S. 1652). Dr. Emil Schiess-Habisreutinger, Präsident, ist infolge Todes aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurden in den Stiftungsrat gewählt: Rolf Schiess, von Trogen AR, in Flawil, als Präsident, und Walter Lüber, von Mogelsberg, in Mülheim, als Mitglied. Sie führen Kollektivunterschrift zu zweien.

17. Dezember 1973.

Personalstiftung Jakob Züllig, in Arbon (SHAB Nr. 242 vom 17. 10. 1964, S. 3120). Neu wurden in den Stiftungsrat gewählt: Ernst Surbeck, von Hallau, in Affeltrangen, als Mitglied mit Einzelunterschrift, und Walter Weder, von Diepoldsau, in Herisau, als Mitglied mit Kollektivprokura zu zweien.

18. Dezember 1973.

Stiftung für Personalfürsorge der Firma Max Gimmel A.G., in Arbon (SHAB Nr. 225 vom 26. 9. 1970, S. 2181). Jetziges Domizil: Landquartstrasse 97, bei Stifterfirma.

18. Dezember 1973.

Fürsorge-Stiftung Gabriel Herosé A.G., in Kreuzlingen (SHAB Nr. 169 vom 21. 7. 1956, S. 1910). Die Stiftung wird gemäss Beschluss des Finanzdepartements vom 14. Dezember 1973 im Sinne von Art. 88 Abs. 1 ZGB von Amtes wegen gelöscht.

19. Dezember 1973.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Volksblatt-Druck, in Sirmach (SHAB Nr. 298 vom 20. 12. 1969, S. 2926). Arthur Spring, Präsident, und Oskar Greuter, Aktuar, sind aus dem Stiftungsrat ausgetreten; ihre Unterschriften sind erloschen. Neu wurde Willi Brunner, von Hemberg SG, in Eschlikon, als Präsident in den Stiftungsrat gewählt. Er führt Kollektivunterschrift. Jetziges Domizil: Fischingerstrasse 4.

Tessin - Tessin - Ticino

Ufficio di Locarno

14. Dezember 1973.

Fondazione di previdenza per il personale della Nuova Rivo S.A., in Locarno (FUSC del 13. 7. 1968, N° 162, p. 1529). Marino Montalbetti, Cherubino Darani und Walter Heiniger, dimissionari, und Willy Rüesch, destituito, non fanno più parte del consiglio di fondazione; la loro firma è cancellata. Con decisione del Consiglio di Stato del 3 dicembre 1973, l'amministrazione della fondazione è affidata a un amministratore unico, Milton Sartori, da Bosco Gurin, in Maggia, con diritto di firma individuale.

Ufficio di Lugano

18. Dezember 1973.

Fondazione di previdenza per il personale della Terramer S.A., in Massagno, previdenza a favore dei dipendenti, ecc. (FUSC del 22. 7. 1961, N° 169, p. 2152). Luigi Cavadini non è più membro del

consiglio di fondazione, e la sua firma è estinta. Il consiglio di fondazione è attualmente 'composto' da: Giovanni Lupi-presidente; Maria Luisa Rossi, da Arzo, in Morbio Inferiore. La fondazione è ora vincolata dalla firma individuale dei membri del consiglio di fondazione.

Waadt - Vaud - Vaud

Bureau d'Aubonne

17. Dezember 1973.

Fondation Arboretum du Vallon de l'Aubonne, à Aubonne. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique dressé le 9 novembre 1973, une fondation qui a pour but de créer, développer et gérer un arboretum dans le Vallon de l'Aubonne dans un but scientifique éducatif et récréatif. La gestion de la fondation est confiée à un conseil d'administration composé de 7 à 25 membres, dont les premiers sont désignés par le comité de la fondatrice. La fondation désigne chaque année un ou plusieurs contrôleurs. Signature collective du président ou du vice-président, avec le secrétaire ou un autre membre du conseil. Le conseil de fondation est composé de: Laurent d'Oksoli, de Henau et Monnaz, à Monnaz, président; Louis Cornuz, de Mur à Genève, vice-président; Pierre Villaret, de Lausanne, à Pully, secrétaire; Albert Studer, de Lausanne, à Lausanne, caissier; Robert Briod, de Lucens et Forel-sur-Lucens, à Lausanne; Paul Convers, de Ballens, à Aubonne; René Badan, de Sullens, à Pully; Edouard Braun, de Orbe, à Lausanne; Paul Martin, de Avenches, à Pully; Jean-François Robert, de Les Verrières, à Lausanne; Marcel Biéri, de Aubonne, à Aubonne; Pierre Hartmann, de Huttwil, à St-Livres; Edmond Chevallaz, de Montherod, à Montherod, tous membres. Adresse: Aubonne, En Plan.

Bureau de Grandson

19. Dezember 1973.

Fondation de prévoyance en faveur du personnel de la maison Cornu S.A., à Champagne. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique signé le 9 novembre 1973, une fondation qui a pour but de venir en aide aux employés et ouvriers de l'entreprise Cornu S.A. et à leurs familles, pour leur aider à faire face aux conséquences économiques résultant notamment de charges de famille, retraite, invalidité, décès. La gestion de la fondation est confiée à un conseil de fondation de 3 ou 5 membres. Si le conseil est composé de 3 membres, l'un d'entre eux représente la fondatrice et les deux autres le personnel. Si le conseil est composé de 5 membres, deux d'entre eux représentent la fondatrice et les trois autres le personnel. Le conseil de fondation est composé de: Paul-André Cornu, de Chamblon, à Champagne, président, de Wilfried Korf, d'Allemagne, à Yverdon, secrétaire, et de Gérard Chollet, de Prez-vers-Noréaz, à Champagne, membre. La fondation est engagée par la signature collective à deux des membres du conseil de fondation. Adresse de la fondation: chez Cornu S.A.

19. Dezember 1973.

Fonds de Prévoyance de la Fabrique Reuge S.A., à Sainte-Croix (FOSC du 17. 12. 1960, p. 3628). Le secrétaire Oscar Dupont est décédé; sa signature est radée. Le président Henri Reuge a démissionné; sa signature est radée. Albert Reuge, (inscrit), est nommé président. Il signe collectivement à deux comme par le passé. Ernest Gacond, de et à Sainte-Croix, est nommé vice-président. Il signe collectivement à deux. Adalbert Jaques (inscrit) est nommé secrétaire-gérant. Il signe collectivement à deux comme par le passé.

Bureau de Lausanne

17. Dezember 1973.

Fondation en faveur du personnel de la Société en commandite Hofstetter et Cie., à Lausanne (FOSC du 29. 4. 1939, p. 1151). Selon décision du Département de l'Ingénieur et de la Santé publique du canton de Vaud du 29 novembre 1973, les statuts ont été modifiés. Nouveau nom: Fondation en faveur du personnel de la société en commandite Hofstetter, Landolt & Cie, banquiers. Nouveau but: venir en aide aux employés de la société en commandite Hofstetter, Landolt & Cie, banquiers, ou à leurs familles, en cas de vieillesse, d'invalidité, de retraite, de décès ou de maladie, ou encore dans d'autres cas de détresse économique. Nouvelle adresse: Rue du Lion d'Or 6 (chez Hofstetter, Landolt & Cie, banquiers).

17. Dezember 1973.

Fondation de prévoyance en faveur du personnel de la Banque Indiana (Suisse) S.A., à Lausanne, à Lausanne. Nouvelle fondation. Date des statuts: 9 novembre 1973. But: prémunir le personnel de la Banque contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Conseil de fondation: 3 membres au moins. La fondation est engagée par la signature collective à deux de Georges Muller, d'Ossingen, à Pully, président; Max Furrer, de Bürchen, à Montreux, vice-président, et Jean-Pierre Fonjallaz, d'Epesses, à Puidoux, secrétaire. Adresse: Avenue de la Gare 50 (chez Banque Indiana (Suisse) S.A.).

19. Dezember 1973.

Fondation en faveur du personnel de la Société en commandite Hofstetter, Landolt & Cie, banquiers, à Lausanne (FOSC du 29. 4. 1949, p. 1151). Le président Hermann Hofstetter est démissionnaire; sa signature est radée. Nouveau président avec signature collective à deux: Bernard Hofstetter, de Buchholterberg, à Lausanne.

19. Dezember 1973.

Fondation en faveur du personnel du Bureau d'Etudes Publicitaires B.E.P. S.A., à Lausanne (FOSC du 30. 1. 1971, p. 242). La signature de Marie-Anne Köstli est radée. Signature collective à deux avec MM. Kramer ou Nippel est conférée à Anne-Marie Arrighi, de Féligny, à Lausanne, secrétaire.

Bureau de Vevey

14. Dezember 1973.

Fonds de prévoyance en faveur du personnel de la Société Anonyme Louis Blanchod S.A., à Montreux, à Montreux (FOSC du 2. 2. 1957, p. 333). La signature du membre Jean Horisberger est radée. Ernest Vaney, de Cugy VD, à Montreux, est membre du conseil de fondation signant collectivement à deux.

Wallis - Valais - Vallese

Bureau de St-Maurice

17. Dezember 1973.

Fondation Pro Octoduro, à Martigny. Selon acte authentique du 30 mai 1972 il a été constitué sous ce nom une fondation dans le but d'acquérir la propriété de tous les terrains dans le site de l'amphithéâtre, au Vivier, de faire les fouilles et travaux nécessaires pour en dégager les vestiges, en assurer la conservation et la mise en valeur, veiller à la protection des sites archéologiques du forum Claudii Vallensium, d'en assurer la conservation et la mise en valeur et de créer à Martigny un musée romain. Le conseil de fondation se compose de neuf membres au moins. La fondation est engagée par les signatures collectives à deux d'Edouard Morand, président; Georges Darbellay, Loonard Closuit, les trois de Martigny, et André Devanthéry, de Chalais, tous à Martigny.

Neuenburg - Neuchâtel - Neuchâtel

Bureau de Neuchâtel

18. Dezember 1973.

Fonds des bourses des Fabriques de Tabac Réunies S.A., à Neuchâtel (FOSC du 6. 2. 1971, N° 30, p. 297). Par suite de démission, Kurt Arnold n'est plus membre du conseil. Sa signature est radée. Vitus-Paul Schönenberger, de Bütschwil, à Neuchâtel, est nommé membre du conseil avec signature collective à deux.

Genf - Genève - Ginevra

14. Dezember 1973.

Ciné-journal suisse, à Genève (FOSC du 26. 5. 1973, p. 1534). Nouvelle adresse: 73, rue de Lyon.

14. Dezember 1973.

Caisse de prévoyance de la BAT (Suisse) SA, à Genève (FOSC du 10. 11. 1973, p. 3012). Les pouvoirs de Pierre Christin sont radés. Robert Giroud, de Charraz VS, à Nyon VD, membre du conseil, signe collectivement à deux, avec Donald-Graham Ross, président, ou Claude Vernez, secrétaire, et Henry-Robert Buchet ou Thomas-Gordon Kendrick-Jones, tous membres du conseil.

14. Dezember 1973.

Fondation de prévoyance en faveur du personnel de Citroën (Suisse) SA, à Genève (FOSC du 10. 10. 1970, p. 2294). Les pouvoirs de Pierre Folliet et André Perrey sont radés. Signature collective à deux de Daniel Gocudevert, de France, à Genève, président; Marcel Brullmann, secrétaire; Edmond Henry-Babiad et Georges Mock, de Genève, à Troinex, tous membres du conseil.

14. Dezember 1973.

Employée Welfare Foundation of Lockheed Aircraft International AG, à Genève (FOSC du 20. 11. 1971, p. 2817). Les pouvoirs de Rexford K. Peterson sont radés. Signature individuelle de Bob-H. Menke, des USA, à Carouge, président, ou collective à deux d'Arthur-G. Osea, jusqu'ici président, nommé vice-président et Douglas-F. Schofield, secrétaire, tous membres du conseil.

14. Dezember 1973.

Caisse de pensions en faveur du personnel de Kugler fonderie et robinetterie SA, à Genève (FOSC du 30. 3. 1968, p. 678). Les pouvoirs d'Emile Kugler, Jean-Jacques Pourrat et Edgar Favre, sont radés. Lucien-Robert Piccot, de et à Versoix, président; Alain Kugler, de et à Genève, secrétaire, et Umberto Balustrà, d'Italie, à Genève, tous membres du conseil de gérance, signant collectivement à deux.

14. Dezember 1973.

Fonds de prévoyance en faveur des employés de la Société fiduciaire Bourquin Frères et Bérar, société anonyme, à Genève (FOSC du 8. 8. 1970, p. 1805). Acte de fondation modifié le 5 décembre 1973. Nouveau nom: Fondation de prévoyance en faveur des employés de la Société fiduciaire Bourquin Frères et Bérar, société anonyme, et des sociétés affiliées. But: venir en aide par des secours spéciaux, aux employés de l'entreprise qui seraient dans la gêne par suite de maladies, accidents, chômage ou détresse involontaire. La fondation peut également intervenir en cas d'invalidité et de vieillesse et venir en aide à la famille d'un employé décédé. (Arrêté du Conseil d'Etat).

14. Dezember 1973.

Fondation de prévoyance en faveur du personnel du groupe Motorola, à Genève (FOSC du 4. 3. 1972, p. 575). Heidi Lüscher, de Schwarzenburg BE, à Genève, et Bruno Becchioli, d'Italie, à Carouge, tous deux membres du conseil, signent collectivement à deux.

14. Dezember 1973.

Fondation de secours mutuels aux Orphelins, à Genève (FOSC du 30. 10. 1971, p. 2641). Jacques Beetschen, membre et président du conseil, est maintenant domicilié à Tannay VD. Michel Jatton, membre et vice-secrétaire du conseil, est maintenant domicilié à Cologny.

14. Dezember 1973.

Fondation de prévoyance collective de la «Vaudoise-Vie» pour le canton de Genève, à Genève (FOSC du 28. 1. 1967, p. 356). Les pouvoirs de Bernard Viret sont radés. Eric Brandt, de Locle NE, à Chexbres VD et Philippe Viret, de France, à Bardonnex, tous deux membres du conseil, signent collectivement à deux; le premier exerce en outre les fonctions de secrétaire.

Andere gesetzliche Publikationen

Autres publications légales

Altre pubblicazioni legali

Citrus Exchange Ltd. in Liquidation, Zug

Liquidations-Schuldenruf gemäss Artikel 742 und 745 OR

Dritte Veröffentlichung

Die Gesellschaft hat an der ausserordentlichen Generalversammlung vom 23. November 1973 die Auflösung und Liquidation beschlossen. Die Gläubiger werden hiermit aufgefordert, Forderungen bis zum 20. Februar 1974 bei der Mandataria Treuhand- und Revisionsgesellschaft, Gerichtsgasse 20, 8039 Zürich, anzumelden. (A758)

6300 Zug, den 19. Dezember 1973

Die Liquidatoren

Beratungs- und Verwaltungsgesellschaft für Chemisch-Technische Betriebe AG (BEVAG), Meggen

Schuldenruf Fusion gemäss Art. 748 OR

Dritte Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung der Externa SA Lausanne und der Beratungs- und Verwaltungsgesellschaft (BEVAG) AG Meggen, hat am 6. Dezember 1973 die Fusion beschlossen. Gemäss Fusionsvertrag vom 20. Juli 1973 werden die Aktiven und Passiven der aufzulösenden BEVAG AG von der Externa SA, rue de la Paix 2, Lausanne, übernommen.

Die Gläubiger der aufzulösenden Gesellschaft werden hiermit aufgefordert, ihre Ansprüche auf Befriedigung oder Sicherstellung bis zum 31. Januar 1974 an folgende Anschrift anzumelden: Externa SA, rue de la Paix 2, Lausanne. (A757)

1000 Lausanne, den 6. Dezember 1973

Externa SA

Marken Marques Marche

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum
Bureau fédéral de la propriété intellectuelle
Ufficio federale della proprietà intellettuale

Eintragungen - Enregistrements

267423. Hinterlegungsdatum: 9. Oktober 1973, 19 Uhr.
Leder & Co. AG, auf der Fluh, Jona (St. Gallen). - Fabrikation und Handel.

Hochverzugsriemenchen, Druckwalzenüberzüge, Friktionsringe, Rundriemen und dergleichen Zubehör für Spinn-, Zwirn- und Tekturiermaschinen. (Int. Kl. 7)

POLYTREL

267424. Hinterlegungsdatum: 9. Oktober 1973, 19 Uhr.
LogEtronics Incorporated, 7001 Loisdale Road, Springfield (Virginia, USA). - Fabrikation und Handel.

Förderbänder. (Int. Kl. 7)

LOGEPRENE

267425. Date de dépôt: 9 octobre 1973, 19 h.
Mario Sommaruga, via Carolina Maraini Sommaruga 4, Lugano (Tessin). - Fabrication et commerce. - Renouvellement de la marque N° 148352. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 9 octobre 1973.

Produits cosmétiques, hygiéniques et de beauté. (Cl. int. 3, 5)

AYLÈNE

267426. Hinterlegungsdatum: 10. Oktober 1973, 11 Uhr.
Fisons Pharmaceutica AG, Baldegstrasse 18, Hoehdorf (Luzern). - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische Präparate. (Int. Kl. 5)

COLEPIN

267427. Date de dépôt: 10 octobre 1973, 18 h.
Fisons Limited, Fison House, 9, Grosvenor Street, Londres (Grande-Bretagne). - Fabrication et commerce.

Préparations pharmaceutiques, vétérinaires et hygiéniques; produits diététiques pour enfants et malades; emplâtres, matériel pour pansements; matières pour plomber les dents et pour empreintes dentaires; désinfectants. (Cl. int. 5)

LOMUSOL

267428. Hinterlegungsdatum: 10. Oktober 1973, 11 Uhr.
Hans Huber, Aaraustrasse 29, Reinaeh (Aargau). - Handel. - Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 221326. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 10. Oktober 1973 an.

Motorenöle, technische Fette und Öle. (Int. Kl. 4)

FJORD

267429. Date de dépôt: 11 octobre 1973, 18 h.
Cortec Aktiefölag, Torggatan 4, Malmö (Suède). - Fabrication et commerce.

Aliments diététiques. (Cl. int. 5)

DINNERETTE

267430. Hinterlegungsdatum: 11. Oktober 1973, 17 Uhr.
Itek Corporation, 10 Maguire Road, Lexington (Massachusetts, USA). - Fabrikation und Handel.

Maschinen zum Schleifen und Polieren von ophthalmologischen Linsen, Schleif- und Polierunterlagen für solche Maschinen, sowie Pressen zum Befestigen der Schleifunterlagen an den Schleifmaschinen und Zubehör dazu. (Int. Kl. 7)

UNILAP

267431. Hinterlegungsdatum: 11. Oktober 1973, 20 Uhr.
F. Hoffmann-La Roche & Co. Aktiengesellschaft, Basel. - Fabrikation.

Chemische Erzeugnisse für wissenschaftliche Zwecke; chemische Produkte zur Konservierung von Nahrungsmitteln; Seifen; Parfümieren, ätherische Öle, kosmetische Mittel, Haarwaschmittel; pharmazeutische, tierärztliche und hygienische Produkte; diätetische Nahrungsmittel für Kinder und Kranke; Pflaster, Verbandmaterial; Desinfektionsmittel; Mittel zur Vertilgung von Unkraut und Ungeziefer. (Int. Kl. 1, 3, 5)

HIPRIMOL

267432. Hinterlegungsdatum: 11. Oktober 1973, 17 Uhr.
ROMAY AG, Bettlerweg 560, Oberkulm (Aargau). - Fabrikation und Handel.

Elektronische Rechner und Drucker. (Int. Kl. 9)

ARCHIMEDES

267433. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 11 Uhr.
Hommel Aktiengesellschaft (Hommel Société Anonyme), Adliswil (Zürich). - Fabrikation.

Chemisch-pharmazeutische Produkte und Spezialitäten. (Int. Kl. 5)

VENEX

267434. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 20 Uhr.
Sandoz AG, Lichtstrasse 35, Basel. - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische Produkte, veterinärmedizinische Erzeugnisse, Desinfektionsmittel. (Int. Kl. 5)

LEGERATIN

267435. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 20 Uhr.
Sandoz AG, Lichtstrasse 35, Basel. - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische Produkte, veterinärmedizinische Erzeugnisse, Desinfektionsmittel. (Int. Kl. 5)

LOSINALIM

267436. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 20 Uhr.
Sandoz AG, Lichtstrasse 35, Basel. - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische Produkte, veterinärmedizinische Erzeugnisse, Desinfektionsmittel. (Int. Kl. 5)

PENDUREGUL

267437. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 20 Uhr.
Sandoz AG, Lichtstrasse 35, Basel. - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische Produkte, veterinärmedizinische Erzeugnisse, Desinfektionsmittel. (Int. Kl. 5)

RESALIVAC

267438. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 20 Uhr.
Sandoz AG, Lichtstrasse 35, Basel. - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische Produkte, veterinärmedizinische Erzeugnisse, Desinfektionsmittel. (Int. Kl. 5)

RETANGULAN

267439. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 20 Uhr.
Sandoz AG, Lichtstrasse 35, Basel. - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische Produkte, veterinärmedizinische Erzeugnisse, Desinfektionsmittel. (Int. Kl. 5)

TILGRADIM

267440. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 17 Uhr.
Wynlit Pharmazeutische Produkte AG, Badenerstrasse 697, Zürich 9. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 148335. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 12. Oktober 1973 an.

Pharmazeutische Produkte. (Int. Kl. 5)

BATOGEL

267441. Hinterlegungsdatum: 12. Oktober 1973, 19 Uhr.
Ruf-Buchhaltung Aktiengesellschaft (Comptabilité Ruf Société anonyme) (Ruf-Bookkeeping Limited) (Comptabilité Ruf, Società Anonima), Badenerstrasse 595, Zürich 9. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 150456. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 12. Oktober 1973 an.

Buchungsmaschinen, Buchungsgeräte, Bestandteile von solchen, insbesondere Vorsteckgeräte. (Int. Kl. 9, 16)

INTRO

267442. Hinterlegungsdatum: 15. Oktober 1973, 20 Uhr.
Bohny & Co. AG, St. Alban-Tal 34, Basel. - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutisches Produkt. (Int. Kl. 5)

JECOPHOS

267443. Hinterlegungsdatum: 15. Oktober 1973, 20 Uhr.
Bohny & Co. AG, St. Alban-Tal 34, Basel. - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutisches Produkt. (Int. Kl. 5)

KINATON

267444. Date de dépôt: 15 octobre 1973, 8 h.
Salbreaux-Laeour S.A., 17, chemin du Chêne, Renens (Vaud). - Commerce. - Renouvellement avec limitation de l'indication des produits de la marque N° 148648. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 15 octobre 1973.

Vins. (Cl. int. 33)

MON POT

267445. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1973, 15 Uhr.
Stauffer AG, Schauptplatzgasse 7, Bern. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 147629. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 10. August 1973 an.

Reinigungsmittel aller Art. (Int. Kl. 3)

TOILETTA

267446. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1973, 15 Uhr.
Stauffer AG, Schauptplatzgasse 7, Bern. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 147630. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 10. August 1973 an.

Schutzmittel für Hündinnen in kritischer Zeit; Mittel gegen Verunreinigung durch Hunde und Katzen. (Int. Kl. 5)

VETO

267447. Date de dépôt: 1^{er} octobre 1973, 20 h.
Turmae S.A. (Turmae AG) (Turmae Ltd.), Friesstrasse 34, Zurich 11. - Fabrication et commerce.

Cigarettes filtre: filtres à cigarettes. (Cl. int. 34)

TURMAC TREND
SPECIAL FILTER

267448. Hinterlegungsdatum: 15. Oktober 1973, 18 Uhr.
esbi Süddeutsche Baumwolle-Industrie Aktiengesellschaft, Kuchen (Württemberg, Bundesrepublik Deutschland). - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 149274. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 15. Oktober 1973 an.

Gewebe aus verschiedenen Materialien. (Int. Kl. 24)

ESBI

267449. Hinterlegungsdatum: 15. Oktober 1973, 18 Uhr. **esbi Süddeutsche Baumwolle-Industrie Aktiengesellschaft, Kuchen** (Württemberg, Bundesrepublik Deutschland). — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 149275. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 15. Oktober 1973 an.

Gewebe aus verschiedenen Materialien. (Int. Kl. 24)

ESBILINE

267450. Hinterlegungsdatum: 15. Oktober 1973, 17 Uhr. **The Stellenbosch Farmers' Winery Limited, Oude Libertas, Stellenbosch** (Kapprovinz, Südafrika). — Fabrikation und Handel.

Weine, Spirituosen und Liköre. (Int. Kl. 33)

OUDE LIBERTAS

267451. Date de dépôt: 16 octobre 1973, 18 h. **Joseph Bancroft & Sons Company, 1430 Broadway, New York** (New York, USA). — Fabrikation et commerce.

Machines pour l'industrie textile. (Cl. int. 7)

BANCROFT SUPER SPEED

267452. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1973, 20 Uhr. **Zühlke Engineering AG, Badenerstrasse 80, Schlieren** (Zürich). — Fabrikation und Handel.

Eingangs-, Ausgangs- sowie Anwesenheitskontrollgeräte für Fahrzeuge oder Personen zur Überwachung des Verkehrs auf eingezäunten Flächen oder in Lokalitäten. Kleincomputer; periphere Lesegeräte; Erkennungskarten zu den Lesegeräten. (Int. Kl. 9)

DECTOCARD

267453. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1973, 20 Uhr. **Schweiz. Serum- & Impflinstut und Institut zur Erforschung der Infektionskrankheiten, Rehhagstrasse 79, Bern 18**. — Fabrikation.

Sera, Impfstoffe und pharmazeutische Produkte schweizerischer Herkunft für human- und veterinärmedizinische Zwecke. (Int. Kl. 5)

EPAXAL BERNA

267454. Hinterlegungsdatum: 16. Oktober 1973, 19 Uhr. **J. Ochsner & Cie Aktiengesellschaft, Badenerstrasse 119, Zürich 4**. — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 150235. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 16. Oktober 1973 an.

Kehrichteimer. (Int. Kl. 21)

OCHSNER-SILENTO

267455. Hinterlegungsdatum: 17. Oktober 1973, 17 Uhr. **Hultegger & Co. AG, in der Lanzeln, Stäfa** (Zürich). — Fabrikation und Handel.

Edelstahl-Beizmittel. (Int. Kl. 1)

POLYNOX

267456. Hinterlegungsdatum: 17. Oktober 1973, 17 Uhr. **Iromedica AG, Haggensstrasse 45, St. Gallen**. — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 149531. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 17. Oktober 1973 an.

Arzneimittel, einschliesslich pharmazeutischer, chemisch-pharmazeutischer und hygienischer Präparate; pharmazeutische Drogen; diätetische Nahrungsmittel; Desinfektionsmittel; Vertilgungsmittel für Pflanzen und Tiere. (Int. Kl. 5)

DARMOL TUT WOHL

267457. Hinterlegungsdatum: 17. Oktober 1973, 17 Uhr. **Iromedica AG, Haggensstrasse 45, St. Gallen**. — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 149532. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 17. Oktober 1973 an.

Arzneimittel, einschliesslich pharmazeutischer, chemisch-pharmazeutischer und hygienischer Präparate; pharmazeutische Drogen; diätetische Nahrungsmittel; Desinfektionsmittel; Vertilgungsmittel für Pflanzen und Tiere. (Int. Kl. 5)

CARMOL TUT WOHL

267458. Hinterlegungsdatum: 17. Oktober 1973, 17 Uhr. **Iromedica AG, Haggensstrasse 45, St. Gallen**. — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 149533. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 17. Oktober 1973 an.

Arzneimittel, einschliesslich pharmazeutischer, chemisch-pharmazeutischer und hygienischer Präparate; pharmazeutische Drogen; diätetische Nahrungsmittel; Desinfektionsmittel; Vertilgungsmittel für Pflanzen und Tiere. (Int. Kl. 5)

IROMINA

267459. Hinterlegungsdatum: 18. Oktober 1973, 20 Uhr. **A. E. Staley Manufacturing Company, 2200 East Eldorado Street, Decatur** (Illinois, USA). — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 151752. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 18. Oktober 1973 an.

Lezithin-Konzentrat. (Int. Kl. 5)

STA-SOL

267460. Date de dépôt: 19 octobre 1973, 11 h. **Saisons d'or S.A., Fellerstrasse 15, Berne 27**. — Commerce.

Produits vinicoles de toutes provenances. (Cl. int. 33)

BOIS-LE-PRINCE

267461. Date de dépôt: 19 octobre 1973, 11 h. **Saisons d'or S.A., Fellerstrasse 15, Berne 27**. — Commerce.

Produits vinicoles de toutes provenances. (Cl. int. 33)

GLOCKENTURM

267462. Date de dépôt: 19 octobre 1973, 11 h. **Obrist Société Anonyme, 26, avenue Reller, Vevey** (Vaud). — Commerce.

Produits vinicoles de toutes provenances. (Cl. int. 33)

MONVIGNY

267463. Date de dépôt: 19 octobre 1973, 11 h. **Hans Schlatter & Co., Schöneckstrasse 380, Hallau** (Schaffhouse). — Commerce.

Produits vinicoles de toutes provenances. (Cl. int. 33)

SILBERKELCH

267464. Date de dépôt: 19 octobre 1973, 17 h. **Jean-Pierre Henri Miserez, 23, avenue des Cavaliers, Chêne-Bougeries** (Genève). — Fabrikation et commerce.

Montres mécaniques à remontage manuel et automatique; montres électriques ou électroniques; mouvements, boîtes, cadrans et bracelets de montres; fournitures d'horlogerie, montres de plongée, chronomètres, chronographes, compteurs, appareils de chronométrage sportif, installations horaires, dispositifs et tableaux d'affichage du temps, compte-tours, parcomètres et tachymètres; pendules, pendulettes et réveils électriques, électroniques ou à remontage manuel; tous appareils chronométriques; bijouterie en vrai et en faux; montres-bijoux. (Cl. int. 9, 14)

SONATA

267465. Date de dépôt: 22 octobre 1973, 19 h. **Ashland Oil, Inc., 1409 Winehester Avenue, Ashland** (Kentucky, USA). — Fabrikation et commerce. — Renouvellement de la marque N° 150864. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 22 octobre 1973.

Huile lubrifiante préparée par mélange. (Cl. int. 4)

VALVOMIX

267466. Date de dépôt: 22 octobre 1973, 19 h. **Ashland Oil, Inc., 1409 Winehester Avenue, Ashland** (Kentucky, USA). — Fabrikation et commerce. — Renouvellement de la marque N° 150865. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 22 octobre 1973.

Fluide à base d'huile minérale, utilisé comme milieu de transmission d'énergie, comme milieu d'échange calorifique, pour une commande hydraulique, comme lubrifiant pour les engrenages et paliers de dispositifs actionnés par moteurs (transmission automatique). (Cl. int. 4)

VALVOMATIC

267467. Hinterlegungsdatum: 22. Oktober 1973, 18 Uhr. **Fabriques de Tabac Réunies S.A., 3, quai Jeanrenaud, Neuenburg**. — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 148452. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 22. Oktober 1973 an.

Zigaretten und andere Tabakfabrikate. (Int. Kl. 34)

ASS

267468. Hinterlegungsdatum: 15. Oktober 1973, 20 Uhr. **Eschmann Bros. & Walsli Limited, 24, Church Street, Shoreham-by-Sea** (Sussex, Grossbritannien). — Fabrikation und Handel.

Chirurgische Instrumente und Apparate. (Int. Kl. 10)

FOLAFLATE

267469. Hinterlegungsdatum: 22. Oktober 1973, 19 Uhr. **Büro-Fürrier AG (Büro-Fürrier S.A.) (Büro-Fürrier Ltd.), Hardturmstrasse 76, Zürich 5**. — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 149344. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 22. Oktober 1973 an.

Karteien, Registraturen, Loseblätter-Bücher sowie Bestandteile und Zutaten zu diesen Waren. (Int. Kl. 16, 20)

VETRO

267470. Hinterlegungsdatum: 22. Oktober 1973, 18 Uhr. **Thompson & Capper Limited, Sanitas House, Stockwell Green, London S. W. 9** (Grossbritannien). — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 148448. Sitz verlegt. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 20. Oktober 1973 an.

Düngemittel. (Int. Kl. 1)

PLANTOIDS

267471. Hinterlegungsdatum: 24. Oktober 1973, 20 Uhr. **Schweizerische Aluminium AG, Chippis** (Wallis); Korrespondenzadresse: Neuhausen am Rheinfall (Schaffhausen). — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 147861. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 5. Juli 1973 an.

Aluminiumlegierungen. (Int. Kl. 6)

PERALUMAN

267472. Hinterlegungsdatum: 24. Oktober 1973, 14 Uhr. **Storey Brothers and Company Limited, White Cross Mills, White Cross Street, Lancaster** (Grossbritannien). — Fabrikation und Handel. — Erneuerung der Marke Nr. 147861. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 24. Oktober 1973 an.

Stoffballen und daraus hergestellte Erzeugnisse, wie Hüllen und Schutzdecken (Blachen) für Wagen aller Art und Autos; Gepäckta- sehen, Koffer und Schuhe. (Int. Kl. 18, 22, 24, 25)

MARIMO

267473. Hinterlegungsdatum: 26. Oktober 1973, 20 Uhr. **Cilag-Chemie Aktiengesellschaft (Cilag-Chimie Société Anonyme) (Cilag-Chemie Limited), Hochstrasse 205-209, Schaffhausen**. — Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische Produkte; wissenschaftliche Instrumente; ärztliche Instrumente. (Int. Kl. 5, 9, 10)

CIDEX

267474. Date de dépôt: 26 octobre 1973, 17 h. **Oxy Metal Finishing Corporation, 21441 Hoover Road, Warren** (Michigan, USA). — Fabrikation.

Bain pour le dépôt électrolytique d'or et d'alliages d'or; métaux précieux, métaux communs ainsi que compositions chimiques et électrochimiques pour la préparation de surfaces métalliques. (Cl. int. 1, 14)

OXYBO

Modification des règles d'origine

Les conseils de l'AELE ont pris, le 13 décembre 1973, 3 décisions portant modification des règles d'origine. Ces amendements sont nécessaires pour maintenir la similitude des règles de l'AELE avec celles appliquées dans les relations avec les Communautés européennes.

La décision du Conseil de l'AELE no 19/1973 (no 11/1973 du Conseil mixte AELE-Finlande FINEFTA) traite de l'introduction d'un nouveau modèle de certificat de circulation des marchandises, destiné à prendre

la place des divers modèles actuellement utilisés. La décision apporte en surplus un certain nombre de simplifications aux procédures imposées jusqu'ici. Ces modifications concernent la partie 1 de l'Annexe B de la Convention.

La décision AELE no 20/1973 (FINEFTA no 12/1973) modifie, d'une part, le règlement no 1 relatif aux règles d'origine, compte tenu de l'introduction du modèle EUR 1 et des autres innovations et apporte, d'autre part, aux règlements nos 1 et 2 des changements d'ordre rédactionnel. Les nouveaux textes des règlements nos 1 et 2 remplacent les anciens dans leur totalité, de sorte que les décisions 3 et 4 les concernant deviennent caduques.

Quant à la décision AELE no 21/1973 (FINEFTA no 13/1973), elle allège la règle d'origine relative à la position tarifaire no 1905 de la liste A. En effet, la note en bas de page est modifiée par l'adjonction du bled dur. Il s'agit d'un amendement de l'appendice 2 à la partie 1 de l'annexe B.

Ces décisions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1974. Elles sont publiées ci-après dans leur version française.

Direction générale des douanes

Texte original

Convention instituant l'Association Européenne de Libre-Echange (AELE)

Amendement de la partie I de l'annexe B de la Convention

Décision du Conseil N° 19/1973

(du 13 décembre 1973)

Le Conseil,

vu l'article 4, paragraphe 5 de la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange,

décide:

1. L'article 8 de la partie I de l'annexe B de la Convention reçoit la teneur suivante:

1. Les produits originaires au sens de la présente partie de l'annexe B sont admis, lors de leur importation dans un Etat membre, au bénéfice du régime tarifaire de la Zone ou du régime prévu à l'article 25 bis sur présentation d'un certificat de circulation des marchandises EUR. 1, dont le modèle figure à l'appendice 5 et qui est délivré par les autorités douanières de l'Etat membre d'exportation.

2. En cas d'application de l'article 2 et, le cas échéant, de l'article 3, les certificats sont délivrés par les autorités douanières de chacun des pays concernés où les marchandises ont, soit séjourné avant leur réexportation en l'état, soit subi les ouvrages ou transformations visées à l'article 2, sur présentation des certificats de circulation délivrés antérieurement.

3. Sans préjudice de l'article 5 paragraphe 3, lorsqu'à la demande du déclarant en douane, un article, démonté ou non monté, relevant des chapitres 84 et 85 de la Nomenclature de Bruxelles est importé par envois échelonnés, aux conditions fixées par les autorités compétentes, il est considéré comme constituant un seul article et un certificat de circulation des marchandises peut être présenté pour l'article complet lors de l'importation du premier envoi partiel.

4. Les autorités douanières des Etats membres sont habilités à délivrer les certificats de circulation des marchandises prévus dans les accords visés à l'article 2 dans les conditions fixées par ces accords et sous réserve que les produits auxquels les certificats se rapportent se trouvent sur leur territoire. Le modèle de certificat utilisé est celui qui figure à l'appendice 5.

2. L'article 9 de la partie I de l'annexe B de la Convention reçoit la teneur suivante:

Le certificat de circulation des marchandises n'est délivré que sur demande écrite de l'exportateur. Cette demande est établie sur la formule dont le modèle figure à l'appendice 5 et qui est remplie conformément aux dispositions de la présente partie de l'annexe B.

3. L'article 10, paragraphe 2, de la partie I de l'annexe B de la Convention reçoit la teneur suivante:

Les demandes de certificats de circulation des marchandises, ainsi que les certificats visés à l'article 8 paragraphe 2 au vu desquels de nouveaux certificats sont délivrés, doivent être conservés au moins pendant deux ans par les autorités douanières du pays d'exportation.

4. L'article 10, paragraphe 3, de la partie I de l'annexe B de la Convention est biffé.

5. L'article 11, paragraphe 3, de la partie I de l'annexe B de la Convention reçoit la teneur suivante:

Les certificats de circulation des marchandises sont conservés par les autorités douanières de l'Etat membre d'importation selon les règles en vigueur dans cet Etat membre.

6. L'article 12 de la partie I de l'annexe B de la Convention reçoit la teneur suivante:

Le certificat de circulation des marchandises est établi sur la formule dont le modèle figure à l'appendice 5. Cette formule est imprimée dans une ou plusieurs langues d'un Etat membre ou en anglais. Le certificat est établi dans une de ces langues et en conformité avec les dispositions de droit interne de l'Etat membre d'exportation; s'il est établi à la main, il doit être rempli à l'encre et en caractères d'imprimerie.

Le format du certificat est de 210 x 297 mm, une tolérance maximum de 5 mm en moins et 8 mm en plus étant admise en ce qui concerne la longueur. Le papier à utiliser est un papier de couleur blanche sans pâtes mécaniques, collé pour écriture et pesant au minimum 25 grammes au m². Il est revêtu d'une impression de fond guilloché de couleur verte, rendant apparentes toutes les falsifications par moyens mécaniques ou chimiques.

Les Etats membres peuvent se réserver l'impression des certificats ou en confier le soin à des imprimeries ayant reçu leur agrément. Dans ce dernier cas, référence à cet agrément est faite sur chaque certificat. Chaque certificat est revêtu d'une mention indiquant le nom et l'adresse de l'imprimeur ou d'un signe permettant l'identification de celui-ci. Il porte en outre un numéro de série destiné à l'individualiser.

7. L'article 20 de la partie I de l'annexe B de la Convention reçoit la teneur suivante:

Les notes explicatives, les listes A, B et C et le modèle de certificat de circulation des marchandises font partie intégrante de la partie I de la présente annexe.

8. La note explicative 7 de l'appendice 1 à la partie I de l'annexe B de la Convention est biffée.

9. La seconde phrase de la note explicative 8 de l'appendice 1 à la partie I de l'annexe B de la Convention est biffée.

10. L'appendice 5 à la partie I de l'annexe B de la Convention est remplacé par l'appendice 5 (modèle du certificat de circulation des marchandises EUR. 1) jointe à cette décision.

11. L'appendice 6 à la partie I de l'annexe B de la Convention est biffé.

12. Les certificats de circulation des marchandises semblables à ceux qui figuraient aux appendices 5 et 6 à la partie I de l'annexe B de la Convention avant le 1^{er} janvier 1974, peuvent être utilisés, jusqu'à épuisement des stocks, aux conditions prévues par cette décision.

13. Cette décision du Conseil entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1974.

14. Le Secrétaire général de l'Association européenne de libre-échange déposera le texte de cette décision auprès du gouvernement de la Suède.

Annexe à la décision du Conseil N° 19/1973

Appendice 5 à la partie I

Certificat de circulation de marchandises auquel se réfère l'article 8 (voir à la page suivante)

Les Etats membres sont libres d'ajouter, dans la «Déclaration de l'exportateur» (dernière page du certificat de circulation des marchandises), des notes supplémentaires sur les conditions de délivrance du certificat de circulation des marchandises et sur la manière de remplir ce dernier.

L'exemple suivant est recommandé aux Etats membres:

Comment utiliser cette formule lorsque le régime de l'article 25, paragraphe 1 est revendiqué (droit conforme au taux de l'AELE)

L'article 25, paragraphe 1 de la partie I de l'Annexe B à la Convention de l'AELE et du protocole no 3 des accords conclus entre les pays de l'AELE et la CEE prescrit les conditions dans lesquelles les marchandises peuvent être admises dans les pays de l'AELE au Danemark et au Royaume-Uni en bénéficiant du droit conforme au taux de l'AELE. Si les marchandises remplissent ces conditions relatives à l'origine (et également la condition relative à la destination des droits figurant à l'article 23), les termes «APPLICATION ART. 25.1» seront écrits ou dactylographiés en lettres majuscules dans l'espace du certificat réservé aux «Observations».

CERTIFICAT DE CIRCULATION DES MARCHANDISES

1. Exportateur (nom, adresse complète, pays)		EUR 1 N° A 000.000	
Consulter les notes au verso avant de remplir le formulaire			
2. Certificat utilisé dans les échanges préférentiels entre			
et			
(indiquer les pays, groupes de pays ou territoires concernés)			
3. Destinataire (nom, adresse complète, pays) (mention facultative)		4. Pays, groupe de pays ou territoire d'exportation	
		5. Pays, groupe de pays ou territoire de destination	
6. Informations relatives au transport (mention facultative)		7. Observations	
8. N° d'ordre, marques, numéros, nombre et nature des colis (1); désignation des marchandises		9. Poids brut (kg) ou autre mesure (l, m³, etc.)	10. Factures (mention facultative)
11. VISA DE LA DOUANE Déclaration certifiée conforme. Document d'exportation (2): modèle n° _____ de _____ Bureau de douane: _____ Pays ou territoire de délivrance: _____ A _____ le _____ Cetnet		12. DECLARATION DE L'EXPORTATEUR Je soussigné déclare que les marchandises désignées ci-dessus remplissent les conditions requises pour l'obtention du présent certificat. A _____ le _____ (Signature)	

(1) Pour les marchandises en sacs, emballées, indiquer le nombre d'objets ou paquets, "en vrac".

(2) A remplir uniquement lorsque les règles particulières de l'Union européenne d'exportation s'appliquent.

DEMANDE DE CERTIFICAT DE CIRCULATION DES MARCHANDISES

1. Exportateur (nom, adresse complète, pays)		EUR 1 N° A 000.000	
Consulter les notes au verso avant de remplir le formulaire			
2. Demande de certificat à utiliser dans les échanges préférentiels entre			
et			
(indiquer les pays, groupes de pays ou territoires concernés)			
3. Destinataire (nom, adresse complète, pays) (mention facultative)		4. Pays, groupe de pays ou territoire d'exportation	
		5. Pays, groupe de pays ou territoire de destination	
6. Informations relatives au transport (mention facultative)		7. Observations	
8. N° d'ordre, marques, numéros, nombre et nature des colis (1); désignation des marchandises		9. Poids brut (kg) ou autre mesure (l, m³, etc.)	10. Factures (mention facultative)
12. DECLARATION DE L'EXPORTATEUR Je soussigné déclare que les marchandises désignées ci-dessus remplissent les conditions requises pour l'obtention du certificat ci-annexé. A _____ le _____ (Signature)			

(1) Pour les marchandises en sacs, emballées, indiquer le nombre d'objets ou paquets, "en vrac".

13. DEMANDE DE CONTROLE, à envoyer à:	14. RESULTAT DU CONTROLE
Le contrôle de l'authenticité et de la régularité du présent certificat est sollicité. A _____ le _____ Cadet (Signature)	Le contrôle effectué a permis de constater que le présent certificat (1) <input type="checkbox"/> a bien été délivré par le bureau de douane indiqué et que les mentions qu'il contient sont exactes. <input type="checkbox"/> ne répond pas aux conditions d'authenticité et de régularité requises (voir les remarques ci-annexées). A _____ le _____ Cadet (Signature)

NOTES

- Le certificat ne doit comporter ni grattage, ni surcharge. Les modifications éventuelles qui y sont apportées doivent être effectuées au bifeuil les indications ajoutées et en ajoutant, le cas échéant, les indications voulues. Toute modification ainsi opérée doit être approuvée par celui qui a établi le certificat et visée par les autorités douanières du pays ou territoire de délivrance.
- Les articles indiqués sur le certificat doivent se suivre sans interruption et chaque article doit être précédé d'un numéro d'ordre. Immédiatement au-dessous de chaque article doit être inscrite une ligne descriptive. Les espaces non utilisés doivent être laissés en blanc à rendre impossible toute addition ultérieure.
- Les marchandises sont désignées selon les usages commerciaux avec les précisions suffisantes pour en permettre l'identification.

DECLARATION DE L'EXPORTATEUR

Je soussigné, exportateur des marchandises désignées au recto,

DECLARE que ces marchandises remplissent les conditions requises pour l'obtention du certificat ci-annexé;

PRECISE les circonstances qui ont permis à ces marchandises de remplir ces conditions:

PRESENTE les pièces justificatives suivantes (1):

MENGAGE à présenter, à la demande des autorités compétentes, toutes justifications supplémentaires que celles-ci jugeraient nécessaires en vue de la délivrance du certificat ci-annexé, ainsi qu'à accepter, le cas échéant, tout contrôle par lesdites autorités de ma complaisance et des circonstances de la fabrication des marchandises susvisées;

DEMANDE la délivrance du certificat ci-annexé pour ces marchandises.

A _____ le _____

(Signature)

(1) Par exemple documents d'importation, certificats de circulation, factures, déclarations du fabricant, etc., se référant aux produits mis en oeuvre ou aux marchandises incorporés en l'état.

Amendement du règlement relatif aux règles d'origine N°1 et modifications d'ordre rédactionnel des règlements relatifs aux règles d'origine N°1 et N°2

Décision du Conseil N° 20/1973

(du 13 décembre 1973)

Le Conseil,

vu l'article 4, paragraphes 2, 4 et 5, de la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange

décide:

1. Les règlements relatifs aux règles d'origine no 1 et no 2 contenus dans les décisions du Conseil no 3/1973 et no 4/1973 reçoivent la teneur suivante:

Règlement relatif aux règles d'origine no 1 fixant les méthodes de coopération administrative dans le domaine douanier

Article premier

(supprimé)

Article 2

1. Sous la responsabilité de l'exportateur, il appartient à celui-ci, ou à son représentant habilité, de demander la délivrance d'un certificat de circulation des marchandises.

2. L'exportateur, ou son représentant, présente avec sa demande toute pièce justificative utile susceptible d'apporter la preuve que les marchandises à exporter peuvent donner lieu à la délivrance d'un certificat de circulation des marchandises.

Article 3

1. Il incombe aux autorités douanières de l'Etat membre d'exportation de veiller à ce que les formules visées à l'article 2 soient dûment remplies. Elles vérifient notamment si le cadre réservé à la désignation des marchandises a été rempli de façon à exclure toute possibilité d'adjonction frauduleuse. A cet effet, la désignation des marchandises doit être indiquée sans interligne. Lorsque le cadre n'est pas entièrement rempli, un trait horizontal doit être tiré en dessous de la dernière ligne, la partie non remplie étant bâtonnée.

2. Le certificat de circulation des marchandises constituant le titre justificatif pour l'application du régime tarifaire de la Zone ou du régime prévu à l'article 25 bis de la Partie I de l'Annexe B à la Convention, il appartient aux autorités douanières de l'Etat membre d'exportation de prendre les dispositions nécessaires à la vérification de l'origine des marchandises et au contrôle des autres énonciations du certificat.

Article 4

(Le présent règlement ne comporte pas d'article 4.)

Article 5

La délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR. 1 est effectuée par les autorités douanières d'un Etat membre si les marchandises à exporter peuvent être considérées comme «produits originaires» de cet Etat au sens de l'article 1^{er} de la Partie I de cette Annexe.

Article 6

La délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR. 1 est effectuée par les autorités douanières d'un Etat membre si les marchandises à exporter peuvent être considérées comme «produits originaires» d'un Etat membre ou de la Communauté au sens de l'article 2 et, le cas échéant, de l'article 3 de la Partie I de l'Annexe B à la Convention.

Article 7

Afin de vérifier si les conditions visées aux articles 5 et 6 sont remplies, les autorités douanières ont la faculté de réclamer toutes pièces justificatives ou de procéder à tout contrôle qu'elles jugent utile.

Article 8

1. (supprimé)

2. Dans le cadre des articles 2 et 3 de la Partie I de l'Annexe B à la Convention, les certificats de circulation des marchandises EUR. 1 indiquent obligatoirement l'Etat dont les produits sont considérés comme originaires.

Article 9

La preuve que les conditions visées à l'article 7 de la Partie I de l'Annexe B à la Convention sont réunies est fournie par la production aux autorités douanières de l'Etat membre d'importation:

- soit d'un titre justificatif du transport unique établi dans l'Etat membre d'exportation et sous le couvert duquel s'est effectuée la traversée du pays de transit;
- soit d'une attestation délivrée par les autorités douanières du pays de transit contenant:
 - une description exacte des marchandises,
 - la date du déchargement et du rechargement des marchandises ou, éventuellement, de leur embarquement ou de leur débarquement, avec l'indication des navires utilisés,
 - la confirmation des conditions dans lesquelles s'est effectué le séjour des marchandises;
- soit, à défaut, de tous documents probants.

Article 10

La date de délivrance du certificat doit être indiquée dans la partie des certificats de circulation des marchandises réservée à la douane.

Article 11

Les autorités douanières des Etats membres se communiquent mutuellement les spécimens des empreintes des cachets utilisés dans leurs bureaux pour la délivrance des certificats de circulation des marchandises.

Article 12

Le remplacement d'un ou de plusieurs certificats de circulation des marchandises par un ou plusieurs certificats est toujours possible, à condition qu'il s'effectue au bureau de douane où se trouvent les marchandises.

Article 13

1. Lorsqu'un certificat est délivré au sens de l'article 10, paragraphe 1 de la Partie I de l'Annexe B à la Convention, après l'exportation effective des marchandises auxquelles il se rapporte, l'exportateur doit, sur la demande visée à l'article 9 de la Partie I de cette Annexe:

- indiquer le lieu et la date de l'expédition des marchandises auxquelles le certificat se rapporte;
- attester qu'il n'a pas été délivré de certificat lors de l'exportation des marchandises en cause, en précisant les raisons.

2. Les autorités douanières ne peuvent délivrer a posteriori un certificat de circulation des marchandises qu'après avoir vérifié si les indications contenues dans la demande de l'exportateur sont conformes à celles du dossier correspondant.

Les certificats délivrés a posteriori doivent être revêtus d'une des mentions suivantes:

«NACHTRÄGLICH AUSGESTELLT»,
«DELIVRE A POSTERIORI»,
«RILASCIATO A POSTERIORI»,
«ISSUED RETROSPECTIVELY»,
«ÜDSTEDT EFTERFOLGENDE»,
«UTFÄRDAT I EFTERHÄND»,
«ANNETTU JÄLKIKÄTEEN»,
«UTGEFID EFTIR A»,
«ÜTSTEDT SENERE»,
«EMITIDO A POSTERIORI».

Article 14

En cas de vol, de perte ou de destruction d'un certificat de circulation des marchandises, l'exportateur peut réclamer aux autorités douanières qui l'ont délivré un duplicata établi sur la base des documents d'exportation qui sont en leur possession. Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu d'une des mentions suivantes:

«DUPLIKAT», «DUPLICATA», «DUPLICATO», «DUPLICATE»,
«KAKSOISKAPPALE», «SAMRIT», «SEGUNDA VIA».

Le duplicata, sur lequel doit être reproduite la date du certificat de circulation des marchandises original, prend effet à cette date.

Article 15

Les certificats de circulation des marchandises qui sont produits aux autorités douanières de l'Etat membre d'importation après expiration du délai de présentation visé à l'article 11 de la Partie I de l'Annexe B à la Convention peuvent être acceptés aux fins d'application du régime tarifaire de la Zone ou du régime prévu à l'article 25 bis de la Partie I de cette Annexe lorsque l'inobservation du délai est due à un cas de force majeure ou à des circonstances exceptionnelles.

En dehors de ces cas, les autorités douanières de l'Etat membre d'importation peuvent accepter les certificats lorsque les marchandises leur ont été présentées avant l'expiration dudit délai.

Article 16

La constatation de légères discordances entre les mentions portées sur le certificat de circulation et celles portées sur les documents produits au bureau de douane en vue de l'accomplissement des formalités d'importation des marchandises n'entraîne pas ipso facto la non-validité du certificat s'il est dûment établi que ce dernier correspond aux marchandises présentées.

Article 17

1. Les Etats membres prennent toutes les mesures nécessaires pour éviter que les marchandises qui sont échangées sous le couvert d'un certificat de circulation des marchandises et qui séjournent au cours de leur transport dans une zone franche située sur leur territoire n'y fassent l'objet de substitutions ou de manipulations autres que les manipulations usuelles destinées à assurer leur conservation en l'état.

2. Lorsque des produits originaires d'un Etat membre importés dans une zone franche sous couvert d'un certificat de circulation des marchandises subissent un traitement ou une transformation, les autorités douanières compétentes doivent délivrer un nouveau certificat à la demande de l'exportateur, si le traitement ou la transformation auxquels il a été procédé sont conformes aux dispositions de la Partie I de l'Annexe B à la Convention.

Article 18

1. Sous la responsabilité de l'exportateur, il appartient à celui-ci ou à son représentant habilité de remplir et de signer les deux volets du formulaire EUR. 2 dont le modèle figure dans le Règlement no 2.

Si les marchandises contenues dans l'envoi ont déjà fait l'objet d'un contrôle dans l'Etat membre d'exportation, au regard de la définition de la notion de «produits originaires», l'exportateur peut indiquer dans la rubrique «observations» du formulaire EUR. 2 les références à ce contrôle.

2. L'exportateur porte, soit sur l'étiquette verte modèle C 1, soit sur la déclaration en douane C/2P/3 la mention EUR. 2 suivie du numéro de série du formulaire.

Article 19

1. Le contrôle a posteriori des certificats de circulation des marchandises ou des formulaires EUR. 2 est effectué à titre de sondage ou chaque fois que les autorités douanières de l'Etat membre d'importation ont des doutes fondés en ce qui concerne l'authenticité du document ou l'exactitude des renseignements relatifs à l'origine réelle de la marchandise en cause.

2. Pour l'application des dispositions du paragraphe 1, les autorités douanières de l'Etat membre d'importation renvoient le certificat de circulation ou le volet 2 du formulaire EUR. 2 ou une photocopie de ce certificat ou de ce volet aux autorités douanières de l'Etat membre d'exportation, en indiquant, le cas échéant, les motifs de fond ou de forme qui justifient une enquête. Elles joignent au volet 2 du formulaire EUR. 2, si elle a été produite, la facture ou une copie de celle-ci et fournissent tous les renseignements qui ont pu être obtenus et qui font penser que les mentions portées sur ledit certificat ou sur ledit formulaire sont inexactes.

Si elles décident de surseoir à l'application du régime tarifaire de la Zone ou du régime prévu à l'article 25 bis de la Partie I de l'Annexe B à la Convention dans l'attente des résultats du contrôle, les autorités douanières de l'Etat membre d'importation offrent à l'importateur la mainlevée des marchandises, sous réserve des mesures conservatoires jugées nécessaires.

3. Les résultats du contrôle a posteriori sont portés dans les meilleurs délais à la connaissance des autorités douanières de l'Etat membre d'importation. Ils doivent permettre de déterminer si le certificat de circulation des marchandises ou le formulaire EUR. 2 contesté est applicable aux marchandises réellement exportées et si celles-ci peuvent effectivement donner lieu à l'application du régime tarifaire de la Zone ou du régime prévu à l'article 25 bis de la Partie I de l'Annexe B à la Convention.

Lorsque ces contestations n'ont pu être réglées entre les autorités douanières de l'Etat membre d'importation et celles de l'Etat membre d'exportation, ou lorsqu'elles soulèvent un problème d'interprétation de la Partie I de l'Annexe B à la Convention, elle sont soumises au Conseil.

Aux fins de contrôle a posteriori des certificats, les documents d'exportation ou les copies de certificats en tenant lieu doivent être conservés au moins pendant deux ans par les autorités douanières de l'Etat membre d'exportation.

Article 20

Pour l'application de l'article 25, paragraphe 1 de la Partie I de l'Annexe B à la Convention, les certificats de circulation des marchandises ainsi que les formulaires EUR. 2 peuvent être revêtus d'une des mentions suivantes:

«ART. 25.1 GEGEBEN»,
«APPLICATION ART. 25.1»,
«APPLICAZIONE ART. 25.1»,
«ART. 25.1 SATISFIED»,
«ART. 25.1 OPFYLDT»,
«ART. 25.1 TILLÄMPLIG»,
«25.1 ARTIKLAA SOVELLETTU»,
«25.1 GR. FULLNÆGT»,
«ART. 25.1 OPFFYLDT»,
«ART. 25.1 CUMPRIDTO».

Ces mentions sont validées, en ce qui concerne les certificats de circulation, par l'apposition de l'empreinte du cachet utilisé par le bureau de douane compétent.

Article 21

Les sigles et les mentions visés aux articles 8, 13, 14 et 20 sont apposés dans la rubrique «observations» du certificat.

Règlement relatif aux règles d'origine no 2 concernant la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative

(envois postaux)

Article premier

Les produits originaires répondant aux exigences de la Partie I de l'Annexe B à la Convention qui font l'objet d'envois postaux (y compris les colis postaux), pour autant qu'il s'agisse d'envois contenant uniquement des «produits originaires» et que la valeur ne dépasse pas mille unités de compte par envoi, sont admis à l'importation dans un Etat membre au bénéfice du régime tarifaire de la Zone ou du régime prévu à l'article 25 bis de la Partie I de cette Annexe, au vu d'un formulaire EUR. 2 dont le modèle figure ci-après.

Article 2

Le formulaire EUR. 2 est rempli par l'exportateur. Il est établi dans la langue officielle d'un Etat membre ou en langue anglaise et en conformité avec les dispositions de droit interne de l'Etat membre d'exportation. S'il est établi à la main, il doit être rempli à l'encre et en caractères d'imprimerie. Le formulaire EUR. 2 comporte deux volets, chaque volet ayant un format de 210 x 148 mm. Le papier à utiliser est un papier de couleur blanche, sans pâtes mécaniques, collé pour écriture et pesant au minimum 64 grammes au m². Le formulaire EUR. 2 peut être rendu détachable en deux volets.

Les Etats membres peuvent se réserver l'impression des formulaires ou en confier le soin à des imprimeries ayant reçu leur agrément. Dans ce dernier cas, référence à cet agrément doit être faite sur chaque formulaire. En outre, chaque volet doit être revêtu du signe distinctif attribué à l'imprimerie agréée, ainsi que d'un numéro de série.

Article 3

Il est établi un formulaire EUR. 2 pour chaque envoi postal. Après avoir rempli et signé les deux volets du formulaire, l'exportateur attache, dans le cas d'envois par colis postaux, ces deux volets au bulletin d'expédition. Dans le cas d'envois par la poste aux lettres, l'exportateur attache solidement le volet 1 à l'envoi et insère le volet 2 à l'intérieur de celui-ci.

Ces dispositions ne dispensent pas les exportateurs de l'accomplissement des autres formalités prévues dans les règlements douaniers ou postaux.

Article 4

1. Les Etats membres admettent comme produits originaires au bénéfice du régime tarifaire de la Zone ou du régime prévu à l'article 25 bis de la Partie I de l'Annexe B à la Convention, sans qu'il y ait lieu de remplir un formulaire EUR. 2, les marchandises qui font l'objet de petits envois adressés à des particuliers, pour autant qu'il s'agisse d'importations dépourvues de tout caractère commercial, dès lors qu'elles sont déclarées comme répondant aux conditions requises pour l'application de ces dispositions et qu'il n'existe aucun doute quant à la sincérité de cette déclaration.

2. Sont considérées comme dépourvues de tout caractère commercial les importations qui présentent un caractère occasionnel et qui portent exclusivement sur des marchandises réservées à l'usage personnel ou familial des destinataires, ces marchandises ne devant traduire, par leur nature et leur quantité, aucune préoccupation d'ordre commercial. En outre, la valeur globale de ces marchandises ne doit pas être supérieure à 60 unités de compte.

Article 5

En vue d'assurer une application correcte de la présente décision, les Etats membres se prêtent mutuellement assistance, par l'entremise de leurs administrations douanières respectives, pour le contrôle de l'authenticité et de la régularité des déclarations des exportateurs figurant sur les formulaires EUR. 2.

Article 6

Des sanctions sont appliquées contre toute personne qui établit ou fait établir un formulaire contenant des données inexactes en vue d'admettre une marchandise au bénéfice du régime tarifaire de la Zone ou du régime prévu à l'article 25 bis de la Partie I de l'Annexe B à la Convention.

Avant de remplir cette déclaration lire attentivement les instructions au verso

1) 2) Voir les renvois au verso du formulaire	1) Nom et adresse de l'exportateur	2) Déclaration de l'exportateur JE SOUS-SIGNE, exportateur des marchandises décrites ci-dessous et contenues dans cet envoi postal, — DÉCLARE qu'elles se trouvent en . . . dans les conditions requises pour l'établissement du présent formulaire conformément aux dispositions relatives aux échanges entre . . . — M'ENGAGE à présenter aux autorités responsables toutes justifications que celles-ci jugent nécessaires et à accepter tout contrôle per factiles autorités de ma comptabilité et des circonstances de la fabrication des marchandises ci-dessous.
	3) Nom et adresse du destinataire	4) Lieu et date
5) Observations 2)	6) Signature de l'exportateur	7) 8) Pays de destination 9) Poids brut
10) Désignation des marchandises	11) Administration ou Service du pays d'exportation chargé du contrôle a posteriori de la déclaration de l'exportateur.	

FORMULAIRE EUR. 2 N° A 000.000

(Volet 2)

Renvois du recto

- 1) Indiquer les parties contractantes à l'acte dans le cadre duquel le formulaire est établi.
- 2) Indiquer les références au contrôle éventuellement déjà effectué par l'Administration ou le Service compétent.

Instructions relatives à l'établissement du formulaire EUR. 2

- A. Peuvent seules donner lieu à l'établissement d'un formulaire EUR. 2 les marchandises qui dans le pays d'exportation remplissent les conditions prévues par les dispositions régissant les échanges mentionnés à la case 2.
Ces dispositions doivent être soigneusement étudiées avant de remplir le formulaire
- B. L'exportateur doit porter soit sur l'étiquette verte C1 soit sur la déclaration en douane C2/CP3 la mention «EUR. 2» suivi du numéro de série du formulaire.
- C. Après avoir rempli et signé les deux volets du formulaire, l'exportateur
 - attache les deux volets au bulletin d'expédition lorsqu'il s'agit d'un envoi par colis postal,
 - attache solidement le volet 1 au colis et insère le volet 2 à l'intérieur de celui-ci lorsqu'il s'agit d'un envoi par la poste aux lettres.

Avant de remplir cette déclaration lire attentivement les instructions au verso

1) 2) Voir les renvois au verso du formulaire	1) Nom et adresse de l'exportateur	2) Déclaration de l'exportateur JE SOUS-SIGNE, exportateur des marchandises décrites ci-dessous et contenues dans cet envoi postal, — DÉCLARE qu'elles se trouvent en . . . dans les conditions requises pour l'établissement du présent formulaire conformément aux dispositions relatives aux échanges entre . . . — M'ENGAGE à présenter aux autorités responsables toutes justifications que celles-ci jugent nécessaires et à accepter tout contrôle per factiles autorités de ma comptabilité et des circonstances de la fabrication des marchandises ci-dessous.
	3) Nom et adresse du destinataire	4) Lieu et date
5) Observations 2)	6) Signature de l'exportateur	7) 8) Pays de destination 9) Poids brut
10) Désignation des marchandises	11) Administration ou Service du pays d'exportation chargé du contrôle a posteriori de la déclaration de l'exportateur.	

FORMULAIRE EUR. 2 N° A 000.000

(Volet 1)

<p>Demande de contrôle a posteriori</p> <p>Le fonctionnaire des douanes soussigné sollicite le contrôle de la déclaration de l'exportateur figurant au verso du présent formulaire. (1)</p> <p>Le contrôle effectué par le fonctionnaire du Service compétent soussigné a permis de constater que les indications et mentions portées sur le présent formulaire sont exactes: (1)</p> <p><input type="checkbox"/> que le présent formulaire ne répond pas aux conditions de régularité requises (voir les remarques ci-annexées) (1)</p> <p style="text-align: right;">(Signature du fonctionnaire)</p> <p style="text-align: right;">Cachet bureau</p> <p style="text-align: right;">19__ 19__</p>	<p>Résultat du contrôle</p> <p>Le contrôle effectué par le fonctionnaire du Service compétent soussigné a permis de constater que les indications et mentions portées sur le présent formulaire sont exactes: (1)</p> <p><input type="checkbox"/> que le présent formulaire ne répond pas aux conditions de régularité requises (voir les remarques ci-annexées) (1)</p> <p style="text-align: right;">(Signature du fonctionnaire)</p> <p style="text-align: right;">Cachet bureau</p> <p style="text-align: right;">19__ 19__</p>
--	--

1) Mettre un X devant la mention applicable.

2) Le contrôle a posteriori du formulaire est effectué à titre de contrôle de chaque fois que la douane du pays d'importation a des doutes fondés en ce qui concerne l'origine réelle de la marchandise en cause ou de certaines de ses composantes.

3) Le Service du pays d'importation ou le Service du pays d'exportation chargé du contrôle du formulaire en indiquant les motifs de forme ou de fond qui justifient une enquête. Avant que possible, elle joint à ce formulaire la facture qui lui a été présentée ou une copie de celle-ci, et fournit tous les renseignements et qui font passer que les mentions portées sur le formulaire sont inexactes.

4) Si elle décide de surseoir à l'application des dispositions régissant les échanges en cause dans l'attente des résultats du contrôle, la douane du pays d'importation offre à l'importateur la mainlevée des marchandises sous réserve des mesures conservatoires jugées nécessaires.

